

**Réseau Billital Maroobé**  
**Réseau des Organisations d'Éleveurs et Pasteurs de l'Afrique**



Récépissé N° 2004 215/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC

**Adresse :** BP : 10648 Niamey – NIGER    **Tél. :** + 227 20 74 11 99    **Fax :** +227 20 74 11 93

E-mail: [billital@intnet.ne](mailto:billital@intnet.ne)

Site Web: [http:// www.maroobe.org](http://www.maroobe.org)

---

**La crise pastorale de 2009/2010 au Sahel**  
**Témoignages de pasteurs et d'acteurs confrontés à la crise au Niger,**  
**au Tchad, au Mali et au Burkina Faso**

RBM, en partenariat avec les Antennes nationales des pays mentionnés ci-dessus

*Avec l'appui technique et financier d'Oxfam/International et de IRAM Association*

## Sommaire

<b>1. Recueillir les témoignages et analyses de la crise 2009 par les pasteurs .....</b>	<b>4</b>
1.1. Contexte et objectifs de cette consultation des pasteurs sur la crise.....	4
1.2. Consulter des pasteurs touchés directement dans les quatre pays .....	7
1.3. Choisir les sites et les profils des interlocuteurs rencontrés.....	9
1.3.1. Fada au Burkina Faso.....	14
1.3.2. Haraze Al Biar au Tchad.....	10
1.3.3. Tanout au Niger .....	9
1.3.4. Gao au Mali .....	12
<b>2. Configuration de la crise 2009 : perception des pasteurs .....</b>	<b>17</b>
2.1. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Fada.....	22
2.2. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Haraze Al Biar.....	18
2.3. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Tanout.....	17
2.4. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Gao.....	20
2.5. regards croisés sur les quatre situations de crise vécues .....	23
<b>3. Stratégies et tactiques d'adaptation développées par les pasteurs .....</b>	<b>25</b>
3.1. Les stratégies face à la crise 2009 à Fada .....	30
3.2. Les stratégies face à la crise à Haraze Al Biar .....	27
3.3. Les stratégies face à la crise à Tanout .....	25
3.4. Les stratégies face à la crise à Gao .....	29
3.5. Synthèse des expériences des pasteurs dans les quatre pays .....	30
<b>4. Conséquences de la crise sur les conditions de vie des familles .....</b>	<b>32</b>
4.1. Effets induits par la crise vus par les pasteurs à Fada .....	35

4.2. Effets induits par la crise vus par les pasteurs à Haraze Al Biar .....	34
4.3. Effets induits perçus par les pasteurs à Tanout .....	32
4.4. Effets induits par la crise vus par les pasteurs à Gao .....	35
4.5. Conséquences de la crise : synthèse des quatre pays.....	36
<b>5. Appuis promis... soutien effectif.....</b>	<b>37</b>
5.1. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Fada .....	39
5.2. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Haraze Al Biar.....	38
5.3. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Tanout.....	37
5.4. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Gao.....	38
5.5. Dans les quatre pays : un soutien tardif et largement insuffisant .....	40
<b>6. Regard des autres acteurs sur le dispositif de prévention et de gestion de la crise.....</b>	<b>41</b>
6.1. Diagnostic fait à temps, mais retard conséquent dans l'action .....	41
6.2. Difficulté de ciblage des éleveurs.....	42
6.3. Décalage entre volume des appuis fournis et ampleur des besoins identifiés.....	45
6.4. Inadéquation entre nature des appuis et exigence d'atténuation durable de la vulnérabilité .....	45
<b>7. Anticiper les prochaines crises et rendre plus utiles les prochaines interventions : propositions des pasteurs .....</b>	<b>47</b>
7.1. Une politique de lutte contre la vulnérabilité de l'élevage vue par les pasteurs qui ont vécu la crise de 2009.....	48
7.1.1. Lever les obstacles structurels qui renforcent la vulnérabilité de l'élevage pastoral.....	48
7.1.2. Agir sur les causes plus conjoncturelles pour disposer d'une meilleure appréciation de la configuration des crises quand il est encore temps pour agir .....	48
7.1.3. Agir sur les causes politiques de la vulnérabilité pastorale.....	49

# 1. Recueillir les témoignages et analyses de la crise 2009 par les pasteurs

## 1.1. Contexte et objectifs de cette consultation des pasteurs

La problématique de la promotion du pastoralisme dans la région sahélienne de l'Afrique occupe actuellement une place centrale dans le débat sur les stratégies de développement de l'élevage. Cet intérêt accordé au pastoralisme s'explique par le fait que les mutations socio-économiques en cours contribuent à faire du sous-secteur de l'élevage un pôle important d'activités dans les économies des pays de la sous-région. En effet, au niveau de plusieurs pays ouest africains, l'élevage joue un rôle actif dans la réalisation de la sécurité alimentaire des populations. Par ailleurs, il constitue une source importante de revenus monétaires et contribue à l'essor des productions végétales.

On constate que l'une des caractéristiques majeures des systèmes d'élevage pastoral réside dans leur flexibilité et aptitude à s'adapter aux mutations qui affectent les écosystèmes et qui se traduisent par une fréquence plus rapprochée des sécheresses. Cette adaptation des pasteurs aux contraintes climatiques est révélatrice du dynamisme de communautés qui sont restées fidèles à un mode de vie ancestral fondé sur la mobilité, tout en tirant profit des innovations en matière de santé animale, de complémentation alimentaire et de transformation des produits animaux.

L'étude réalisée sur la transhumance au Tchad central par Marty et al. (2009)<sup>1</sup> montre de façon claire que « *dans les conditions sahéliennes actuelles caractérisées par les aléas de pluies et de ressources, l'élevage pastoral pratiqué non seulement par des groupes transhumants traditionnels mais aussi, de plus en plus, par des agriculteurs plaçant leur épargne dans le cheptel, est performant économiquement, beaucoup moins dégradant pour l'environnement que les troupeaux maintenus à la même place et pleinement adapté, grâce à des savoirs faire accumulés et maîtrisés* ».

---

<sup>1</sup> Marty, A. et al., 2009. *Au cœur de la transhumance. Un campement chamelier au Tchad central. Septembre 2006 – avril 2007, Karthala.*

Malgré les capacités de créativité et d'ingéniosité des pasteurs, on constate que les sécheresses récurrentes qui affectent la sous-région depuis le début des années 1970 entraînent des mortalités importantes du bétail. La dernière sécheresse, celle de 2009, aurait affecté selon certaines estimations, près de dix millions de personnes. *« Cette nouvelle crise toucherait cinq pays. Le Niger, qui a déjà dû faire les frais d'une crise similaire en 2005, serait le pays le plus touché avec plus de 50% de la population exposée au risque d'insécurité alimentaire (soit 8 millions de personnes), suivi du Tchad avec 20% de la population concernée (2 millions de personnes). Le Nord Nigeria, le Nord Mali et certaines zones du Nord du Burkina seraient aussi affectées par une crise alimentaire d'ampleur plus faible »*<sup>2</sup>.

Face à cette situation, le Réseau Billital Maroobe (RBM) s'est investi pleinement, avec l'appui de certains partenaires, pour alerter l'opinion publique, en vue de juguler les effets de cette crise. Ainsi, en novembre 2009, le Réseau a publié un communiqué de presse destiné à attirer l'attention des décideurs sur les prémices d'une crise sans précédent qui pourrait toucher l'ensemble de la bande sahélo-sahélienne. Par la suite, il a pris d'autres initiatives allant dans le même sens (lettres ouvertes aux Etats, communiqués de presse et conférences de presse) en mettant à profit certains espaces de plaidoyer, notamment la réunion interministérielle de la CEDEAO sur la crise alimentaire tenue à Lomé (Togo) en mai 2010 et celle organisée sur la même thématique par le CSAO/OCDE en février 2010 à Paris.

En dépit des efforts entrepris, les réponses apportées à la crise sont restées insuffisantes et les réactions des organismes internationaux, des partenaires au développement et des institutions d'intégration sous-régionale n'ont pas été à la hauteur des défis qui se sont posés. S'agissant plus spécifiquement de l'élevage, il n'y a pas eu de soutien diligent dans la mesure où les premières réponses en matière de fourniture d'aliment de bétail ont été apportées près de cinq mois après le déclenchement de la crise. Ainsi, lorsque les pouvoirs publics ont commencé à réagir, la crise avait déjà atteint une phase critique et les dispositifs mis en place dans les différents pays n'ont pas été en mesure d'apporter des réponses appropriées. Cette situation a entraîné des taux très élevés de mortalité du bétail dans plusieurs pays sahéliens. Selon les estimations faites par le Réseau, au moins près d'un tiers du cheptel des pays de la bande sahélo-sahélienne pourrait avoir été décimé. Ces pertes ont été aggravées par la déstructuration de la composition des troupeaux consécutive à la décapitalisation des jeunes reproductrices et des mâles adultes pour lesquels les prix pratiqués sont plus élevés en période de crise.

La répétition à intervalle de plus en plus court des sécheresses crée une situation d'insécurité alimentaire chronique qui affecte d'autant plus durement les systèmes d'élevage pastoral que les délais de reconstitution des troupeaux sont généralement très longs<sup>3</sup>. En effet, la vulnérabilité des pasteurs face aux crises climatiques découle en grande partie du fait que

---

<sup>2</sup> IRAM, 2010. *Les éleveurs sahéliens en insécurité alimentaire. Point sur la situation de sécurité alimentaire dans les pays sahéliens. Document thématique interne.*

<sup>3</sup> Comme le dit l'adage «le cheptel est pour l'éleveur ce que le champ est pour le paysan, à la seule différence que la reconstitution du cheptel après une crise ne peut se faire que dans la durée ».

plus de soixante ans sont nécessaires à un éleveur dont le cheptel a été réduit à moins de 3 UBT par personne pour reconstituer son troupeau et atteindre le seuil de la viabilité pastorale<sup>4</sup>. Dans ces conditions, la plupart des éleveurs dont le troupeau a été décimé par la crise de 2009 risquent d'être exclus du système pastoral et réduits à quitter les campagnes pour grossir les rangs des populations démunies vivant à la périphérie des grands centres urbains.

Conformément à sa mission, le RBM s'est attaché à créer un espace d'échanges entre les acteurs interpellés par la problématique du développement de l'élevage (pouvoirs publics, organismes de développement, institutions sous-régionales et organisations paysannes), afin qu'ils puissent développer une réflexion concertée sur les enseignements de la crise 2009 en ce qui concerne notamment l'efficacité des stratégies adoptées par les éleveurs et l'impact des appuis du dispositif de gestion de la crise. Le Réseau est convaincu que par-delà la mise en œuvre d'opérations d'urgence destinées à atténuer les effets induits par les crises climatiques, il s'avère nécessaire de s'orienter vers la recherche de solutions plus durables s'appuyant sur des politiques appropriées d'élevage.

Dans cette perspective, l'un des défis majeurs porte sur la sécurisation de la mobilité pastorale qui est indispensable pour résister à la crise. D'autres défis importants à relever portent sur : (i) l'approvisionnement céréalier des éleveurs/pasteurs à des conditions acceptables ; (ii) l'accès aux aliments de bétail particulièrement en période de crise, mais aussi de manière régulière ; (iii) la mise en œuvre par les éleveurs de stratégies de vente anticipées, afin d'éviter de brader des animaux affaiblis ; et (iv) la mise en place de systèmes d'intervention d'urgence prenant en compte les besoins spécifiques des familles d'éleveurs aussi bien dans les zones de départ des troupeaux que dans celles d'accueil.

Les résultats de la présente étude basée sur la consultation directe des concernés au Tchad, au Niger, au Mali et au Burkina Faso via les partenaires du réseau, ont fait l'objet d'un atelier sous-régional de restitution qui s'est tenu le 18 janvier 2011 à Niamey (Niger). Cet atelier s'est attaché à établir le bilan de la crise pastorale de 2009/2010 et de cerner ses répercussions sur l'élevage. Les réflexions et discussions ont été articulées autour des axes ci-après :

- a) L'évaluation de l'impact socio-économique de la crise alimentaire dans quatre pays qui ont été durement affectés par la sécheresse (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad) ;
- b) L'analyse de la portée et des limites des réponses apportées par les Etats ;
- c) L'analyse des stratégies d'adaptation développées par les éleveurs et leurs organisations ;

---

<sup>4</sup> MRA/CAPAN/SAPGC, 2006. *Rapport sur la mortalité du bétail.*

- d) La définition d'un cadre d'action en matière de plaidoyer pour renforcer l'efficacité des dispositifs de prévention et de réponse aux nouvelles crises prévisibles.

## **1.2. Consulter des pasteurs touchés directement dans les quatre pays**

Ce recueil des témoignages dans les quatre pays choisis a ciblé deux types d'acteurs : (i) des rencontres individuelles avec des pasteurs et des agropasteurs touchés par la crise de 2009 ; et (ii) des entretiens avec les acteurs institutionnels impliqués dans le dispositif de prévention et gestion de la crise tant au niveau central qu'à l'échelle des sites retenus.

Ainsi, il a été rapporté pour chaque site une dizaine de témoignages de pasteurs et d'agropasteurs vivant dans des zones particulièrement touchées par la crise pastorale 2009 et dont le profil reflète la diversité des situations rencontrées sur le terrain en ce qui concerne notamment les groupes ethniques et les systèmes d'élevage. La trame d'entretien utilisée de manière non directive pour animer le recueil de témoignages mettait l'accent sur quatre éléments essentiels :

- Une analyse rétrospective de la configuration de la crise pastorale dans leur localité ;
- L'impact que cette sécheresse a engendré sur les activités d'élevage qu'ils mènent ;
- L'efficacité des stratégies et des tactiques qu'ils ont adoptées pour amoindrir les effets de la crise ;
- L'appréciation qu'ils portent sur les réponses apportées par les intervenants extérieurs (types d'appui, effets induits, problèmes posés et enseignements tirés).

Dans un second temps, on a procédé au recueil des analyses des principaux acteurs institutionnels qui ont participé à la mise en place du dispositif institutionnel de prévention et de gestion de la crise à différentes échelles. Ces entretiens avec les acteurs institutionnels ont porté sur l'évaluation du fonctionnement du dispositif de prévention et de gestion, en focalisant l'attention sur : (i) le diagnostic qui a été fait aux différentes étapes de la crise et les modalités de mise en place du dispositif d'appui ; (ii) les mécanismes de ciblage des bénéficiaires ; (iii) la nature des appuis fournis et leurs impacts ; et (iv) les interventions orientées spécifiquement vers les éleveurs.

L'étude de terrain a été réalisée par des équipes de consultants nationaux en relation avec les Antennes nationales du RBM implantées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad. Ces consultants ont effectué les entretiens avec les acteurs institutionnels impliqués dans la mise

en œuvre du dispositif de gestion de la crise et assuré la collecte des témoignages des éleveurs<sup>5</sup>.

Si l'identification des acteurs institutionnels n'a pas posé de problème particulier, en revanche la constitution de l'échantillon des éleveurs a requis un travail préalable de collecte d'informations, en vue de constituer un échantillon relativement diversifié du point de vue géographique et social. Le souci qui a prévalu dans ces choix a été d'intégrer les différentes communautés d'éleveurs vivant au niveau du site retenu, ainsi que les principaux systèmes d'élevage, et de prendre en compte différents degrés de vulnérabilité au sortir de la crise (les pasteurs et agro-éleveurs qui ont réussi à préserver leurs systèmes, mais aussi ceux qui ont fait preuve d'une grande vulnérabilité).

---

<sup>5</sup> Dans les différents pays retenus, les études ont été conduites par Bodé Sambo (Niger), Fousséni Ouattara (Burkina Faso), Nodjindang Tokindang et Djimadoum Djalta (Tchad) et Rhissa Ag Mossa (Mali). Le rapport de synthèse a été élaboré par Oussouby Touré (consultant principal). Bernard Bonnet (IRAM), Johny Egg (IRAM) et Blamah Jallo (RBM) ont apporté des commentaires pertinents qui ont permis d'orienter les enquêtes et de finaliser le présent rapport.

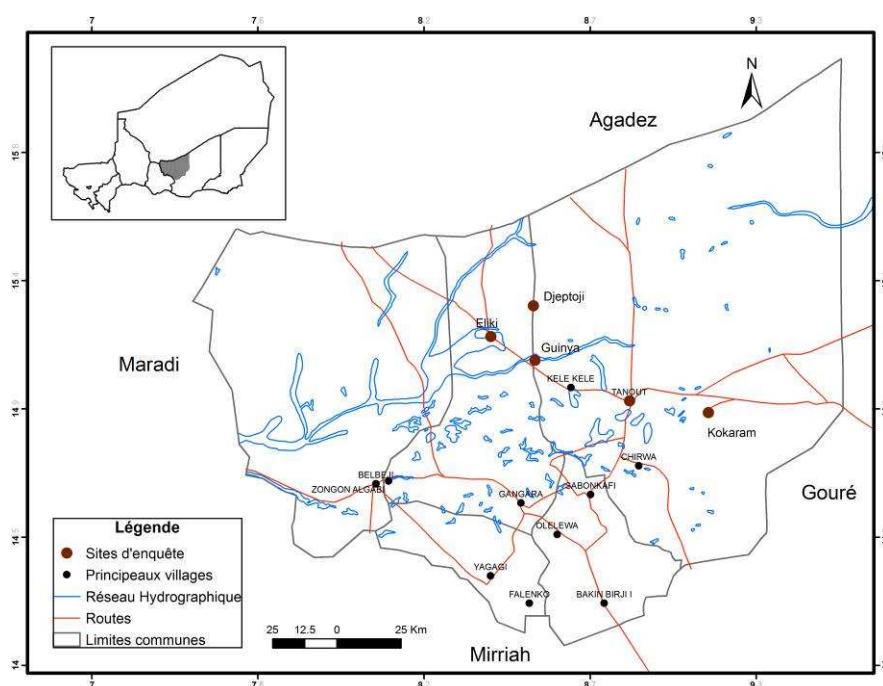


## 1.3. Choisir les sites et les profils des interlocuteurs rencontrés

### 1.3.1. Tanout au Niger

Le département de Tanout qui constitue la zone d'étude se situe au nord de la région de Zinder. Il s'agit d'une zone d'importance stratégique pour l'élevage.

*Carte de la zone d'étude*



Dans la zone de Tanout, on distingue plusieurs systèmes de mobilité : (i) grande transhumance ; (ii) moyenne transhumance ; et (iii) petite transhumance. Le déplacement se fait sur la base d'une prospection préalable visant à identifier les sites d'accueil et à négocier les accords sociaux. Lors des années bonnes, les animaux séjournent en saison sèche dans la zone agropastorale située entre Zinder et Tanout qui dispose de puits profonds, de puisards et de forages villageois. En année moyenne, après un bref séjour dans la zone pastorale, les pasteurs et les agropasteurs se replient vers le sud, à la suite du tarissement des mares. Lors des années jugées mauvaises, les déplacements sont plus aléatoires. Les pasteurs et les agropasteurs quittent en saison sèche leurs terroirs d'attache ou leurs zones de repli à la recherche de pâturage dans d'autres secteurs ou se replient vers les zones mieux arrosées du Nigeria.

L'échantillon retenu dans la zone comprend dix familles appartenant à plusieurs communautés et qui ont connu des fortunes diverses lors de la crise de 2009 :

- Quatre agro-éleveurs appartiennent aux communautés Peul Katctinanko'en, Touareg, Peul Wodaabe Jijiru et Ouda'en. Ayant perdu la totalité de leur cheptel au sortir de la sécheresse 2009, ces familles disent avoir adopté le système agropastoral de reconversion ;
- Six pasteurs appartiennent à la communauté Wodaabe. Parmi eux, trois ont réussi à sauver une partie de leur cheptel. Les trois autres dont le cheptel a été entièrement décimé sont actuellement réduits à vivre dans des camps pour des personnes indigentes.

### **1.3.2. Haraze Al Biar au Tchad**

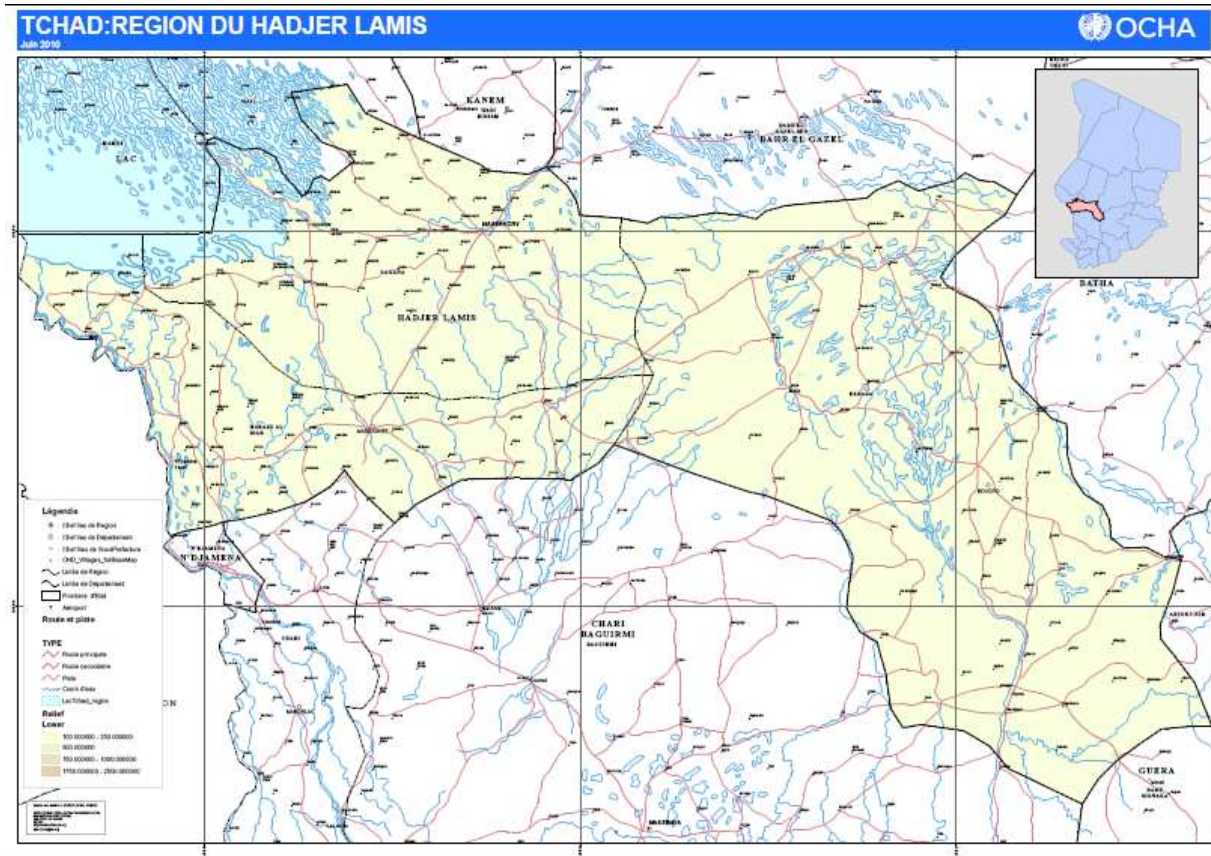
---

Haraze Al Biar est l'un des trois départements que compte la région de Hadjer Lamis. Il est situé au Centre Ouest du pays et longe le fleuve Chari jusqu'au lac Tchad, dans sa partie ouest. L'une des mutations majeures en cours dans la zone porte sur la diversification des activités exercées par des familles dont la situation économique s'est dégradée à la suite des sécheresses répétées.

#### ***Carte de la zone d'étude<sup>6</sup>***

---

<sup>6</sup> Source : Sites :<http://OCHA online.UNOrg> [djimetsou@com.org](mailto:djimetsou@com.org)



La mobilité s'organise en groupe, soit par famille, soit par fraction pour des raisons de sécurité. Les amplitudes des déplacements varient entre 100 à 300 km et peuvent atteindre même 500 km en période de crise. Le choix des destinations et des itinéraires est construit en s'appuyant pleinement sur des accords sociaux que les transhumants entretiennent avec les populations des zones d'accueil<sup>7</sup>.

Au cours des années jugées bonnes, l'éleveur quitte sa zone d'attache en novembre ou décembre pour se replier dans les zones agricoles où les animaux peuvent exploiter les résidus culturels dans les parcelles de cultures de décrue. Pendant les années jugées moyennes, l'éleveur va emprunter les mêmes itinéraires, sous réserve qu'il puisse y trouver des conditions favorables (pâturage et possibilité d'accès à l'eau). Le rythme de déplacement des animaux est plus rapide. Pendant les mauvaises années, le repli des animaux vers le Sud se fait en août et à un rythme plus rapide pour la traversée des zones de forte concentration humaine.

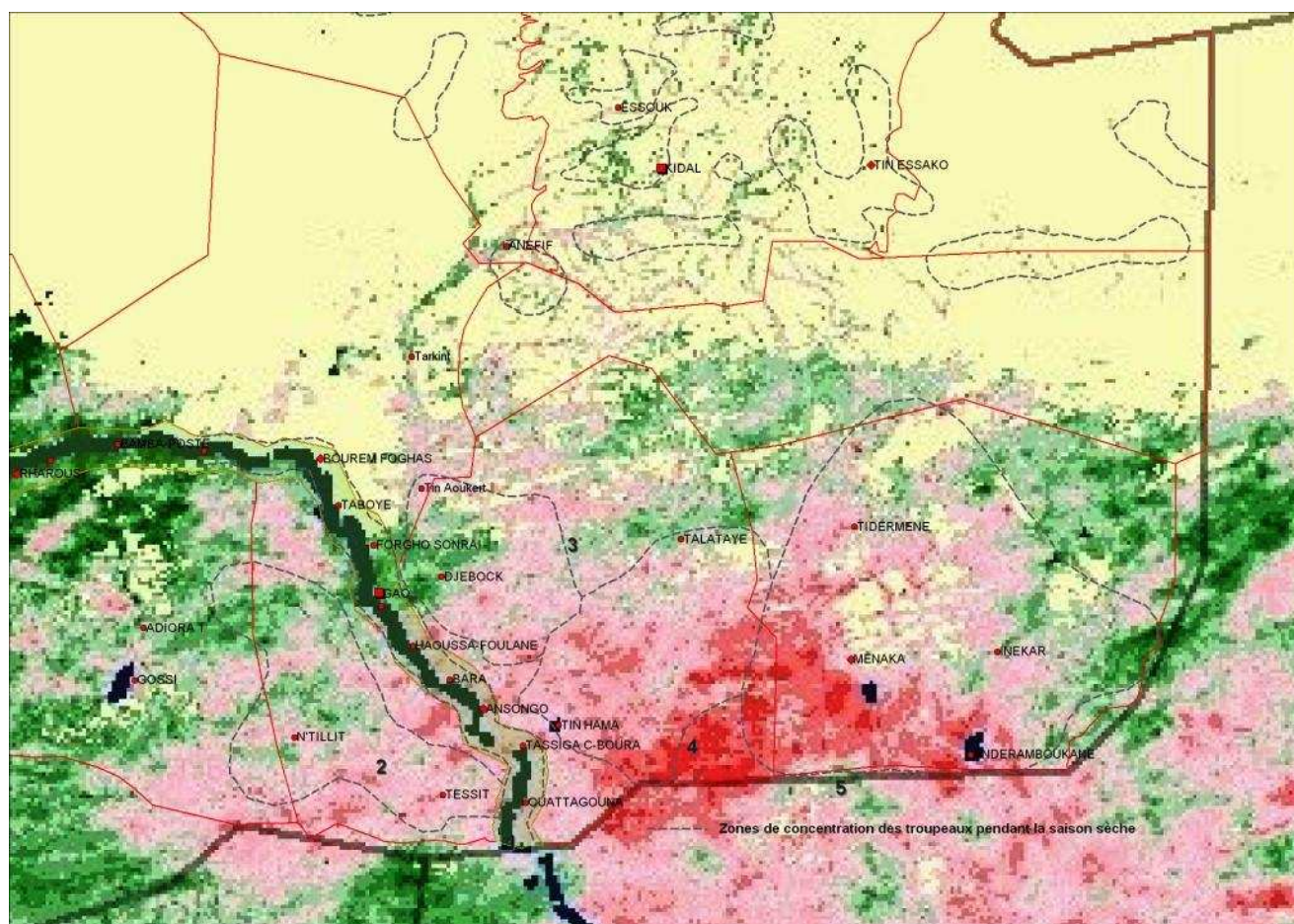
L'échantillon enquêté dans la zone de Haraze Al Biar comprend dix interlocuteurs appartenant à six communautés ethniques (Arabe Ouled Rachid, Arabe Khozam, Arabe Ouled Ab Issa, Foulbé Ouddah, Foulbé Waïla et Kreda/Bria). Parmi eux, quatre sont des agropasteurs et six des pasteurs transhumants<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> Il prend également en compte la nécessité de se rapprocher des grands centres urbains qui offrent des opportunités de marché.

<sup>8</sup> Les interlocuteurs rencontrés sont en majorité des bouviers. Ils ont subi des pertes relativement limitées : seuls deux d'entre eux ont enregistré des mortalités importantes s'élevant à 62% pour l'un et à 46% pour l'autre. Pour cinq des familles enquêtées, les

### 1.3.3. Gao au Mali

La région de Gao couvre une superficie de 170 566 km<sup>2</sup> (14% de la superficie du territoire malien). Elle est traversée sur plus de 450 km par le fleuve Niger qui délimite deux grandes zones naturelles : Haoussa sur la rive gauche et Gourma sur la rive droite. La vallée du fleuve constitue un important pôle de concentration des populations et des activités économiques. La carte ci-dessous présente la situation des pâturages après l'hivernage 2009. Elle montre que sur l'ensemble de la zone pastorale, de Kidal à Gao, le couvert végétal est très insuffisant<sup>9</sup>.



Légende :

- Zone où les pâturages sont inexistantes (les sols sont nus)
- Zone où la disponibilité des pâturages est importante après la saison des pluies

mortalités sont comprises entre 30 et 40% des effectifs animaux. Deux interlocuteurs ont enregistré des pertes inférieures à 30% des effectifs.

<sup>9</sup> On constate que les zones de forte concentration des animaux pendant la saison sèche sont presque nues déjà en mars/avril. Cette situation s'explique par le fait que les troupeaux provenant de la région de Kidal, des cercles de Bourem, de Ménaka et d'Ansongo se sont tous retrouvés dans le Gourma à la frontière avec le Burkina Faso, raclant tout sur leur passage.

Dans le Gourma, les rythmes des déplacements des troupeaux sont fonction de la disponibilité et de la qualité des pâturages en fin d'hivernage. En année normale, les mouvements s'effectuent autour des points de fixation des familles d'éleveurs et l'amplitude des déplacements en direction des zones exondées est comprise dans un rayon de 50 à 100 km. En année moyenne, les déplacements des troupeaux des agropasteurs peuvent s'effectuer sur une distance de 150 km en saison froide. Lors des mauvaises années, tous les groupes effectuent des déplacements sur de distances importantes, de l'ordre de 150 à 300 km, en direction du Sud du pays ou du Burkina Faso.

En année normale, les troupeaux qui exploitent les ressources naturelles de la zone de l'Haoussa n'effectuent pas de déplacements importants (rayon de 50 à 80 km autour des points d'eau). En année mauvaise, certains pasteurs se rendent au sud ou vers la frontière nigérienne (200 à 250 km). D'autres emmènent leurs animaux vers l'ouest pour rester dans la vallée ou pour poursuivre jusque dans le Gourma, voire même traverser la frontière et s'installer en territoire burkinabè (200 à 350 km).

Les interlocuteurs rencontrés dans la zone de Gao peuvent être classés en trois grandes catégories : (i) les agropasteurs pratiquant un élevage semi sédentaire autour de sites de fixation localisés sur les bords du fleuve ; (ii) les agropasteurs transhumants qui s'adonnent à des activités agricoles dans les bas-fonds ; et (iii) les éleveurs transhumants qui disposent de terroirs d'attache. Ce choix des interlocuteurs a également tenu compte de la diversité des zones écologiques (Gourma, Haoussa<sup>10</sup> et bord du fleuve).

*Encadré n° 1 : Témoignage d'Ibrahim Ag M., éleveur Touareg dont le terroir d'attache se situe à Imbidjadj dans la commune rurale d'Anchawadj (cercle de Gao).*

*Le cheptel de la famille d'Ibrahim se compose d'environ 50 bovins, 200 ovins et caprins et 40 camelins. Interrogé sur son système d'élevage, il a déclaré : « initialement, nous élevions les ovins et les caprins pour leur croissance rapide. Une chèvre peut faire deux mises bas dans le courant de l'année. C'est pour cette raison qu'on a choisi ces animaux, malgré la difficulté que pose leur gardiennage. Maintenant, les années de sécheresses sont devenues presque permanentes. Cela nous oblige à adopter de nouvelles stratégies pour le choix des espèces que l'on doit élever, en privilégiant les camelins et les bovins. Les camelins constituent les animaux que l'on utilise pour le transport des personnes et des bagages. C'est une espèce qui résiste aux aléas climatiques et qui n'exige pas une surveillance continue, lorsque la chamelle est en lactation. Quant aux bovins, on les apprécie parce que leur entretien ne demande pas beaucoup de travail. On peut les laisser divaguer librement au pâturage pendant la journée et ils reviendront au campement le soir. En année normale, la vente du beurre et du fromage permet à l'éleveur d'avoir des revenus pour faire face aux besoins essentiels de la famille, c'est-à-dire l'achat de céréales, de vêtements et de médicaments ».*

*On constate que la diversification des espèces animales est une stratégie adoptée par les pasteurs dans le but d'amoindrir les effets des crises sur les revenus familiaux. Mais, lorsque le déficit fourrager est*

<sup>10</sup> Les sites retenus sont localisés dans plusieurs terroirs d'attache du Gourma (N'Tillit, Marsi, Intahaca, Tintiboraghene et Tessit) et de l'Haoussa (Inbidjadj, Enekar, Emnaghil, Tacharane, Tintafaghat et Forgho Songhoy).

*aggravé par les épizooties, les systèmes d'élevage deviennent très fragiles et les mortalités enregistrées sont souvent élevées.*



*Campement de regroupement des personnes indigentes à Tanout  
Source : Bodé Sambo (Niger)*

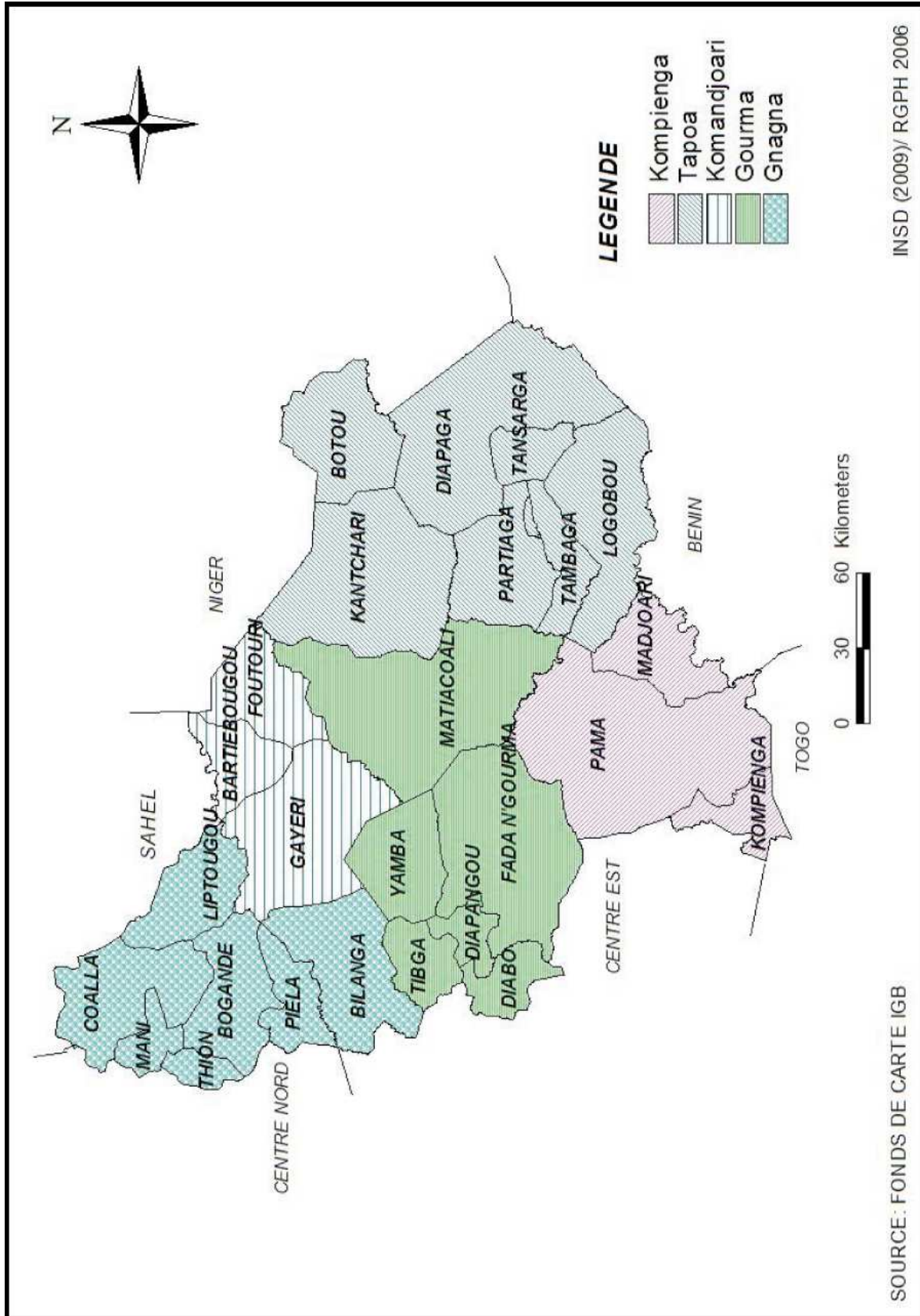


*Campement d'un pasteur Peul Wodaabe Suudu Suka'el situé à environ 50 km à l'Ouest de Tanout  
Source : Bodé Sambo (Niger)*

#### **1.3.4. Fada au Burkina Faso**

La région de l'Est du Burkina Faso couvre une superficie de 46 256 km<sup>2</sup>, soit 17% du territoire national. En examinant les modes de combinaison des activités, on peut distinguer trois groupes d'acteurs : (i) les agriculteurs/éleveurs ; (ii) les agropasteurs ; et (iii) les pasteurs. Les deux premiers groupes développent une activité d'emboûche des bovins et des ovins qui sont revendus sur les marchés locaux.

Carte des provinces et communes de la région de l'Est



En année bonne, les agropasteurs transhumants ne se déplacent généralement pas avec les animaux ou alors ils effectuent une transhumance de faible amplitude (repli à une centaine de kilomètres, vers le sud). Ainsi, ils réduisent généralement l'amplitude de leurs déplacements et retardent le départ des troupeaux de plusieurs mois.

En année moyenne, les départs en transhumance se font à partir du mois de janvier. Par contre, en année mauvaise, la grande majorité des éleveurs entame la transhumance avant la fin de la saison des pluies. On assiste alors à un mouvement massif de troupeaux transhumants en direction des pays côtiers (Bénin et Togo). Les éleveurs transhumants affirment avoir noué, au fil des ans, des liens sociaux importants avec les populations des zones d'accueil. L'insertion dans ces zones s'appuie sur le système du tutorat. Les relations de bon voisinage s'expliquent également par le fait que les populations des zones d'accueil appartiennent souvent aux mêmes groupes ethniques que les communautés de transhumants (Peuls, Mossis, Djerma et Gourmantchés).

Les entretiens réalisés dans la région de Fada ont ciblé principalement des éleveurs Peuls, Gourmantchés et Mossis qui appartiennent aux trois groupes ethniques majoritaires dans la zone. Il convient de souligner qu'aucun éleveur n'a perdu la totalité de ses animaux. Environ 10% des éleveurs ont subi des pertes cumulées atteignant 50% de l'effectif total de leur cheptel.



## 2. Configuration de la crise 2009 : perception des pasteurs

Dans une note sur la crise de 2009 au Sahel, l'IRAM (2010) indique que « *contrairement aux zones soudaniennes, les zones sahéliennes n'ont eu qu'une très faible pluviométrie lors de la campagne agricole de 2009. Ce manque a eu des répercussions directes tant sur les productions agricoles que sur la génération de fourrages. Des déficits fourragers sévères ont été enregistrés dans les régions pastorales et agropastorales du Niger, du Tchad, du nord du Mali et du nord du Nigéria, pour la deuxième année consécutive. Le Nord du Burkina Faso serait aussi touché. On y constate donc une insuffisance notoire des pâturages* »<sup>11</sup>. Globalement, la situation pastorale à la fin de cette saison des pluies était très critique au Niger, au Tchad, dans l'extrême nord Nigeria au nord-Mali et au nord-Burkina. Dans le contexte du Sahel, où l'on a affaire à des systèmes pastoraux qui se caractérisent par leur dépendance quasi exclusive vis-à-vis des ressources naturelles (eau et pâturages), les difficultés rencontrées par les pasteurs étaient d'autant plus grande que l'on a enregistré des niveaux très faible de remplissage des plans d'eau et un déficit généralisé de production fourragère.

### 2.1. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Tanout

Les différents acteurs ont des repères leur permettant de procéder à une lecture anticipée de la configuration de la saison des pluies, sur la base de l'observation des premières pluies et de leur répartition dans le temps et dans l'espace. Certains se fondent sur des observations empiriques portant sur le développement d'espèces végétales comme les *Acacia* ou les *Boscia*. D'autres fondent leur pronostic sur l'état d'embonpoint de leurs animaux ou le niveau de la production laitière, ou encore le niveau de remplissage des mares temporaires.

De l'avis des éleveurs interrogés, la saison des pluies 2009 est arrivée plus tôt que d'habitude. Les vents et les pluies éparses qui se sont installés ont fait disparaître la paille de l'année antérieure. Au mois de juin, certains secteurs du département ont enregistré une pluie utile qui a fait apparaître des poches de pâturage, conduisant à une concentration du bétail dans ces espaces. Par la suite, une longue période de sécheresse de plus d'un mois s'est

---

<sup>11</sup> <sup>11</sup> IRAM, 2010. *Ibid.*

installée. Des vents de sables ont recouvert les jeunes pousses d'herbe et les semis. La fin de la saison des pluies est intervenue plus tôt que d'habitude, avant la fin du mois de septembre.

Les éleveurs ont recueilli des informations sur la configuration de la saison des pluies lors des prospections effectuées par les éclaireurs à la recherche de zones de repli. Ils ont eu recours également à d'autres sources d'informations comme les associations pastorales, les services techniques et les commerçants de bétail.

Selon certains interlocuteurs rencontrés, cette crise est similaire à celles de 1973 et 1984 et s'inscrit dans un continuum d'années déficitaires qui ont commencé en 2005 et connu leur pic en 2009 pour se prolonger en 2010 malgré une bonne saison des pluies. Beaucoup d'éleveurs affectés par la crise de 2005 n'ont pas réussi à reconstituer leurs troupeaux depuis.

*Tableau n° 3 : Pluviométries mesurées en 1973, 1984, 2005 et 2009 à Tanout*

Années	1973	1984	2005	2009
Pluviométrie (en mm)	201	49	209	141

Lors de la crise de 2009, la mortalité des animaux était consécutive à un déficit fourrager jamais égalé auparavant, surtout dans la zone agropastorale considérée comme une zone de repli lors des années de sécheresse. D'autres facteurs qui ont accentué le taux de mortalité du bétail sont à prendre en compte : les fortes chaleurs en saison sèche chaude, les inondations en début d'hivernage, la concentration du bétail dans la zone pré-désertique où il s'est trouvé coincé pendant une longue période de l'année, l'insécurité dans le nord du Nigéria liée à des troubles ethno-religieux.

Plusieurs interlocuteurs estiment que les épisodes de sécheresse sont à l'origine de l'amplification du transfert de la propriété du bétail des pasteurs vers d'autres catégories d'acteurs, en particulier les agriculteurs qui placent leur épargne dans le cheptel et des entrepreneurs agricoles vivant dans les grandes villes. Ces nouveaux acteurs tirent profit des compétences et du savoir faire des anciens pasteurs contraints à travailler comme bergers salariés.

## **2.2. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Haraze Al Biar**

Les interlocuteurs rencontrés ont insisté sur l'arrivée tardive des pluies et le fait que « *les nuages se forment, mais ne donnent pas de précipitations parce qu'un grand vent les emporte au loin* ». La répartition spatiale et temporelle des pluies a été inégale. A cause de l'interruption prématurée des précipitations, les mares ont connu un niveau de remplissage

limité et certaines espèces végétales ne sont pas arrivées à maturité. Cette situation a conduit à la surexploitation des ressources disponibles.

Les éleveurs ont pu obtenir des informations sur la configuration de la campagne d'hivernage par différentes sources, notamment :

- Les voyageurs qui rapportent les nouvelles qu'ils ont entendues et témoignent des faits vécus ou observés ;
- Les éclaireurs partis à la recherche des animaux perdus ou des zones potentielles de repli qui s'informent et informent les autres sur le déroulement de la saison ;
- Les rencontres autour des mares, des puits et des puisards lors desquelles les éleveurs partagent des informations ;
- Les marchés hebdomadaires qui constituent des lieux d'échange entre les éleveurs, mais aussi avec les commerçants et les villageois.

Il y a eu un arrêt précoce de pluies entraînant par endroits un manque de pâturage, voire un déficit important. Il a été constaté beaucoup de morts d'animaux surtout des bovins et des petits ruminants à partir du mois avril. Le pic de mortalité a été atteint en juillet 2010. Au mois de novembre, il y a eu l'arrivée massive des transhumants dans les polders du Lac Tchad. Ceux-ci habituellement y arrivent entre janvier et février.

Dans 113 villages relevant du poste de Karmé, il a été dénombré 1039 agro éleveurs disposant d'un effectif total de 27 890 bovins. Le total des morts a été de 7493 têtes soit 26,8%. Mais il est à remarquer que les pertes varient d'une famille à une autre.

Sur les marchés de bétail, les animaux affaiblis ont été vendus à vils prix surtout auprès des bouchers qui les abattent pour en faire la viande séchée de charmout. Le prix d'un animal variait de 2 500 FCA à 5 000 CFA.

*Tableau n° 2 : Pluviométries mesurées en 1973, 1985 et 1993 dans la région de Hadjer Lamis*

Années	1973	1985 (*)	1993	2009
Précipitations (mm)	399,5	236	42,2	(*)

(\*) Données non disponibles pour les années 1984, 2005 et 2009

Pour les animaux qui ont survécu, la crise de 2009 s'est traduite par un mauvais état d'embonpoint, la réduction de la production laitière et la faiblesse des gestations. En ce qui concerne la mobilité, les départs en transhumance ont été très précoces pour ne pas dire précipités. L'on a noté également le passage dans la région de groupes d'éleveurs n'ayant pas

coutume d'y venir ; ce qui révèle une modification de leurs itinéraires de transhumance. Certains signaux rappellent les symptômes des crises antérieures, notamment celle de 2005 pendant laquelle le bétail a trouvé refuge dans les îles du lac Tchad. Lors des sécheresses des années 80, une grande partie du cheptel a été décimée. Depuis lors, certains éleveurs ont modifié leurs stratégies de mobilité. *« Depuis la sécheresse de 1983/84, nous ne remontons plus dans le Batha. Nous nous arrêtons au Nord de Massokary et en bonne année dans le Barh Al Gazal ».*

### **2.3. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Gao**

Interrogés sur la configuration de la crise 2009/2010, les interlocuteurs rencontrés dans les sites du Gourma et du Haoussa insistent sur les éléments suivants : *« les nuages sont abondants dans le ciel, mais les pluies qui tombent sont insuffisantes et mal réparties dans le temps et l'espace ; les vents sont violents et emportent les nuages, empêchant ainsi les pluies d'arriver ».* Ils font observer également que *« les jeunes pousses d'herbe meurent avant maturité et qu'elles n'ont donc pas profité des pluies qui sont tombées par la suite ; le pâturage disponible est peu fourni et il a été vite consommé avec l'arrivée massive de transhumants provenant d'autres régions du Mali, mais aussi des pays voisins, surtout le Burkina et le Niger ».* Enfin, ils remarquent que *« les déplacements des familles et des animaux ont revêtu une ampleur inhabituelle ».*

Les éleveurs ont recueilli des informations sur la disponibilité des pâturages et des ressources en eau dans différentes zones en utilisant plusieurs sources :

- Les rencontres au cours des foires hebdomadaires ont offert aux forains l'opportunité d'échanger des informations sur la situation prévalant dans les zones Nord et Sud de la région ;
- L'utilisation des téléphones satellitaires (Thuraya) a été un moyen d'information efficace et précis qui a favorisé le départ anticipé des troupeaux ; cela a permis aux premiers arrivés d'exploiter les pâturages tout seuls pendant une à deux semaines avant l'arrivée d'autres troupeaux ;
- L'utilisation des véhicules pick-up pour procéder à la prospection de zones de repli a permis de faire un choix judicieux des itinéraires de transhumance et des destinations ;
- Les discussions entre les éleveurs autour des points d'eau (mares et puits traditionnels) ont permis de recueillir des informations sur l'état des pâturages dans différentes zones ;

- Les entretiens avec les voyageurs qui transitent dans les villages ont permis de prendre connaissance de ce qu'ils ont observé ou des propos qu'ils entendus au sujet du déficit fourrager.

*Encadré n° 2 : Témoignage de Albacher S.,  
éleveur Songhoy dont le terroir d'attache se situe Forgho Songhoy*

*Evoquant la configuration de la crise 2009, Albacher indique que : « les pluies sont arrivées en retard ; elles ont été mal réparties et très insuffisantes. Certaines zones n'ont même pas reçu une goutte de pluie. L'année 2009 a été mauvaise pour les éleveurs parce que sur les douze mois de l'année, les pâturages n'ont permis de nourrir les animaux que pendant quatre mois. Pour obtenir des informations sur l'état des pâturages dans les différentes zones, les éleveurs ont eu recours à tous les moyens dont ils disposent : l'utilisation de véhicules pour faire des prospections, la recherche d'information en utilisant le téléphone satellitaire, la fréquentation des marchés hebdomadaires. (...) La crise de 2005 a été durement ressentie par un petit nombre d'éleveurs, alors que celle de 2009 a eu un effet généralisé du fait que la campagne de 2008 a été médiocre du point de vue de la production fourragère. C'est pour cette raison qu'il y a eu des déplacements inhabituels ».*

*Par rapport à la sécheresse de 1982/84, la crise de 2009 est survenue dans un contexte marqué par deux éléments essentiels : (i) les éleveurs disposent de nouveaux moyens logistiques pour collecter rapidement l'information (téléphones satellitaires et véhicules pick-up) et ; (ii) ils ont développé des stratégies de diversification de leurs activités économiques.*

De l'avis des éleveurs rencontrés, l'année 2009/2010 a été très difficile pour les animaux et les familles. Le cheptel bovin a été le plus durement touché par la crise, à cause de l'insuffisance de l'apport en aliment de bétail au moment de la période critique de juin et juillet. Ils estiment que « *la crise 2009 a eu ses racines en 2008* ».

*Tableau n° 4 : Pluviométries mesurées en 1973, 1984, 2005 et 2009*

Années	1973	1984	2005	2009
Précipitations (mm)	143,5	113,2	165,3	223,2

Les éleveurs s'accordent à considérer que les sécheresses de 1973 et 1984 ont décimé le cheptel, en particulier les bovins. Lors de ces crises, les familles ont effectué massivement des transhumances transfrontalières en direction du Burkina Faso et du Niger. Contrairement aux sécheresses antérieures (1973, 1984 et 2005), la crise de 2009/2010 a été caractérisée par trois traits majeurs : (i) la transmission plus rapide des informations sur l'état des pâturages dans

différentes zones, grâce aux téléphones portables ; (ii) le recours d'une fraction plus importante des éleveurs aux aliments de bétail et au bourgou pour éviter que la famine ne décime les animaux ; et (iii) l'utilisation des véhicules pick-up pour transporter l'eau (ce qui permet aux animaux d'exploiter des pâturages situés loin des points d'eau) et les animaux affaiblis qui ne peuvent pas supporter la fatigue des déplacements.

La campagne d'hivernage de 2010 a été caractérisée par des pluies plus abondantes et mieux réparties dans l'espace et le temps. Cette situation a certes favorisé la constitution de ressources fourragères importantes, les fortes précipitations enregistrées ont entraîné des effets négatifs sur les personnes, les animaux et les habitations. En effet, les vents accompagnés de pluies torrentielles ont détruit de nombreuses habitations et provoqué la mort de centaines d'animaux (ovins et bovins principalement).

## 2.4. La saison des pluies 2009 vue par les pasteurs à Fada

Les témoignages recueillis s'accordent à considérer que la saison des pluies 2009 a été exceptionnellement mauvaise. Les pluies se sont vite installées en avril suivies d'un arrêt jusqu'en juin 2009 qui ont entraîné une reprise des semis et un assèchement des premières pousses de pâturage par endroits. A partir de cette date, la zone a enregistré quelques pluies, avant de connaître une fin précoce des précipitations en début septembre. Cette situation a occasionné un déficit de récoltes et de pâturage particulièrement en zone agricole et agropastorale. La pénurie de ressources fourragères au sud a par conséquent entraîné une remontée tardive des troupeaux qui avaient déjà effectué la transhumance vers leurs terroirs d'attache. La fin prématurée des pluies a entraîné un départ prématuré des troupeaux en transhumance. Dans le même temps, on a observé dans la région une arrivée massive d'autres troupeaux provenant du Nord.

*Tableau n° 1 : Pluviométries mesurées en 1973, 1984, 2005 et 2009 à Fada*

Années	1973	1984	2005	2009
Précipitations (mm)	729,9	647,1	841	927,3

Les éleveurs n'ont pu obtenir des informations sur la configuration de la campagne d'hivernage dans les différentes zones de la région qu'à travers leur propre réseau social informel de communication. Par rapport aux crises précédentes, particulièrement celles de 1973, 1984 et 2005, la sécheresse de 2009 a été différente autant dans sa configuration, qu'à travers ses effets sur la communauté pastorale. En 2005, la crise avait été plus étendue parce qu'elle touchait l'ensemble du pays. La famine s'est installée à cause de la faiblesse des récoltes céréalières et du manque de disponibilité de stocks alimentaires sur le marché.

En ce qui concerne les crises de 1973 et 1984, bien que les souvenirs commencent à s'estomper, les éleveurs estiment qu'elles ont eu des conséquences plus dramatiques que celle de 2009 (pertes de troupeaux entiers et pertes en vies humaines). Dans sa configuration, la crise de 1984 s'est accompagnée de l'arrivée de poussières toxiques qui ont affecté toutes les ressources pastorales. La caractéristique majeure de la crise de 1973/1974 réside dans l'ampleur historique du déficit pluviométrique.

Les pluies exceptionnellement importantes de la campagne 2010 ont eu un effet bénéfique sur la reconstitution des ressources pastorales (eau et ressources fourragères). Cependant, les dernières pluies de l'hivernage ont causé des dégâts sur les récoltes, même si dans l'ensemble celles-ci sont assez bonnes. Sur le plan de la santé animale, les éleveurs estiment que la campagne 2010 a été mauvaise, parce qu'elle a vu l'apparition d'une pathologie contagieuse inconnue des services vétérinaires locaux et qui manifeste par le pourrissement sur pied de l'animal atteint.

## **2.5. Regards croisés sur les quatre situations de crise vécues**

Les effets induits par la crise de 2009 n'ont pas affecté de la même manière les familles d'éleveurs rencontrées dans les différentes zones d'étude.

Dans la région de Fada, les témoignages insistent sur le fait que l'impact de la dernière crise pastorale a été plus limitée que celui des sécheresses de 1973 et 1984. Tout laisse penser que les familles d'éleveurs ont tiré des enseignements utiles des événements antérieurs et ont mis en œuvre des tactiques et des stratégies qui se sont avérées efficaces en ce qui concerne la limitation des pertes d'animaux. Il faut ajouter que l'ampleur de la crise a été plus limitée au Burkina que dans les trois autres pays concernés par l'étude.

A l'inverse du Burkina, le Niger a été durement affecté par la crise de 2009. Il convient de rappeler que ce pays connaît depuis 2000 une série de crises alimentaires qui s'inscrivent dans un continuum de déstabilisation des systèmes de production et de dégradation des conditions d'existence des familles d'éleveurs. Déjà en 2004/2005, la crise alimentaire avait été perçue comme l'aboutissement de plusieurs années difficiles qui avaient durement affecté les populations, en raison principalement de l'affaiblissement des systèmes socio-économiques. Actuellement, ces systèmes ne parviennent plus à absorber les chocs extérieurs, de sorte que les familles d'éleveurs qui ont perdu la totalité de leurs animaux sont obligées de se réfugier dans des camps qui abritent des personnes indigentes. Les pertes d'animaux enregistrées font de la crise de 2009 une année plus dure que 1984. L'économie des ménages pastoraux affectés prendra plusieurs années avant de se reconstruire.

En résumé, l'ensemble des témoignages recueillis concourt à relever que la saison des pluies 2009/2010 a été très mauvaise, au point que de nombreux interlocuteurs lui confèrent une

ampleur comparable à celle de 1984. La configuration de cette crise pastorale a été caractérisée généralement par :

- L'apparition de poches de sécheresse en début de saison hivernale a engendré une remontée tardive des troupeaux qui avaient effectué la transhumance vers leurs terroirs d'attache ;
- L'irrégularité des pluies et des poches de sécheresse ;
- La fin précoce des pluies en début septembre ;
- Un déficit de la production agricole et la constitution d'un très faible disponible fourrager sur les aires de pâture et les parcours naturels ;
- L'absence de réserves de pâturage en zone agro-pastorale et agricole, obligeant ensuite à remonter chercher le pâturage de saison sèche dans la zone pastorale ;
- De fortes chaleurs ont marqué ensuite la saison sèche 2009-2010 rendant les conditions difficiles pour les hommes et les bêtes qui s'étaient repliés au nord là où les puits sont profonds ;
- Une saison des pluies 2010 qui s'est déchaînée avec beaucoup de violence engendrant des inondations et des pertes sur les animaux rescapés de la sécheresse précédente.

Les éleveurs de la zone de Gao font observer que la crise pastorale de 2009/2010 a entraîné de graves difficultés pour les familles et le bétail. Alors que les petits ruminants et les camelins ont enregistré des mortalités limitées, les bovins en revanche ont été durement affectés par les effets combinés de la pénurie de pâturage et de l'insuffisance de l'apport en aliments de bétail à la période critique de la crise.



## 3. Stratégies et tactiques d'adaptation développées par les pasteurs

### 3.1. Les stratégies face à la crise à Tanout

Les différents groupes d'éleveurs du département ont tous eu recours à la mobilité pour résister à la sécheresse en 2009. Les pasteurs de la commune sont partis dans la zone pastorale située vers Aderbissinat, à 120 Km au nord de Tanout sur la lisière du Sahara. La plupart d'entre eux y sont arrivés tardivement, en fin février, au moment où commence la période des grandes chaleurs. Au cours de leur séjour, ils ont vendu des animaux en vue de constituer des stocks de vivres.

Trois types de déplacements ont été effectués pour tenter faire face au déficit généralisé de fourrage dans la zone agropastorale et la zone agricole :

- Déplacement d'environ 60% des troupeaux vers le nord qui est une zone à risques ;
- Repli des animaux de 20% des troupeaux dans la zone agropastorale située au sud ;
- Départ de 20% des troupeaux vers la zone transfrontalière et poursuite des déplacements au Nigeria.

Ces déplacements ne sont possibles que si les pasteurs parviennent à négocier l'accès à l'eau au niveau des puits existants dans les zones de repli des animaux<sup>12</sup>. Les départs en transhumance au cours de la saison sèche de 2009/2010 ont mis à l'épreuve les capacités de négociation des groupes d'éleveurs qui ont dû s'entendre préalablement avec des communautés pastorales qui n'étaient pas habituées à partager les puits, les zones de puisards et les pâturages de saison sèche avec d'autres éleveurs provenant du sud. Malgré la pression et la forte surcharge des puits, il n'y a apparemment pas eu de conflits majeurs. Cet état de fait exprime pleinement la traduction du droit de réciprocité même pour des groupes réputés peu hospitaliers en saison sèche.

---

<sup>12</sup> Dans la zone de Tanout, la gouvernance de l'eau s'appuie sur le contrôle de l'accès aux puits par les résidents qui exercent une emprise foncière sur le territoire, avec possibilité pour les éleveurs de passage de négocier l'accès sur la base de droits prioritaires et du principe de la réciprocité.

*Encadré n° 3 : Témoignages d'éleveurs nigériens sur le déroulement de la crise pastorale de 2009/2010*

*Issa A., agropasteur appartenant à la communauté des Peul Katchinanko'en- Gallanko'e, a été interrogé à Djeptoji, dans un campement situé sur l'axe routier reliant Tanout à Agadez.. De son point de vue, « la crise a commencé depuis 2005 que nous appelons « année de Croix Rouge ». La campagne d'hivernage de 2009 a coïncidé avec le point culminant de la crise. Depuis 2005, nous n'avons pas de bonnes récoltes, ni une production fourragère suffisante. Chaque année, après les semis on constate que les rats déterrent les graines ou que des vents ensablent les jeunes pousses d'herbes et les semis.*

*Lors de l'hivernage de 2009, ce sont les éleveurs eux-mêmes qui ont fait le constat de la crise. Ils n'ont pas été alertés par les services techniques. Notre campement a envoyé une personne faire des prospections au Sud, jusqu'à la hauteur de la ville de Zinder. Elle n'a pas trouvé de pâturage. On est allé faire des prospections vers le Nord dans la zone pastorale vers Adebissinat. Là, on a trouvé des pâturages dans certains endroits. On a donc pris la décision d'envoyer les ovins au Nord. Personnellement, j'étais sceptique, car c'est pour la première fois de ma vie que j'ai vu les animaux remonter en transhumance vers le Nord en fin hivernage. J'ai alors pensé que cette année serait très mauvaise pour les éleveurs ».*

*Moneji M., agropasteur résidant à Eliko (commune de Tanout), appartient à la communauté des Peul Wodaabe Jijiru Nene. Dans son témoignage, il indique : « dès la fin de la vaine pâture, quand on a compris que l'année était mauvaise, nous avons envoyé des gens faire des prospections dans les zones Sud à dominante agricole. Les nouvelles qu'ils ont nous rapportées n'étaient pas rassurantes. J'ai alors vendu 13 bovins au moment où les prix du bétail étaient acceptables pour constituer un stock de mil. Par la suite, j'ai vendu 7 autres bovins pour acheter des aliments de bétail, en particulier du son de blé, des graines de coton et des résidus de récolte. Je n'ai pas retenu le montant exact des dépenses, mais la somme dépasse un million de francs CFA. En 2005, on a vendu beaucoup plus de petits ruminants que de bovins pour faire les provisions. La crise 2009 est très différente des précédentes parce que cette fois tout le monde a perdu. C'est pourquoi, la pratique de solidarité entre éleveurs fondée sur les prêts d'animaux aux familles démunies n'a pas fonctionné ».*

Globalement, la crise de 2009 a entraîné des conséquences plus graves que celle de 2005 au cours de laquelle les éleveurs déclarent avoir enregistré moins de mortalités. Au cours des années écoulées, le département a enregistré des déficits pluviométriques successifs. « Depuis cinq ans, la production fourragère n'est pas bonne à la fois sur le plan de la quantité et de la qualité dans la commune de Tanout qui est notre terroir d'attache. Cela est mesurable à travers la baisse de la production laitière de nos vaches, l'augmentation de la mortalité des petits et l'allongement du temps qu'il faut pour les femelles soient saillies. Nous avons constaté que les productions que nous obtenons ont beaucoup baissé depuis 2005 et le pic a été atteint en 2009. L'année 2005 est dénommée année de son de blé parce que c'est cet aliment qui a sauvé nos animaux. Depuis lors, nous avons recours aux aliments de bétail pour préserver nos troupeaux ».

Lors de la sécheresse de 2005, les animaux ne sont pas morts de faim. Il y a eu surtout beaucoup de vente de bétail à un moment où les prix étaient au plus bas sur les marchés. Dans le même temps, le prix de la « *tia* » de mil (2,5kg) dépassait 1000 francs CFA. Depuis 2005, les familles d'éleveurs du département sont engagées dans un processus décapitalisation qui est aggravé par la faiblesse du croît démographique du cheptel.

En 1973 et 1983/84, les éleveurs ont connu des situations difficiles, mais ils ont été moins éprouvés par la sécheresse qu'en 2009. A l'époque les pasteurs les plus mobiles (Woddabe) ont quitté le département pour rejoindre le Nigeria. Durant cette période, la principale difficulté résidait dans l'approvisionnement en céréales, à cause du manque de moyens de transport.

### **3.2. Les stratégies face à la crise à Haraze Al Biar**

La crise de 2009 a surpris par sa brutalité. C'est ainsi que tous les éleveurs ayant coutume d'effectuer des transhumances de faible amplitude ont subi des pertes énormes. Certaines familles sédentaires ont fait des réserves de céréales, de fanes, de foin bien avant le déclenchement de la crise. Elles ont acheté du tourteau et du son pour alimenter les animaux affaiblis. D'autres éleveurs ont été obligés d'aller en transhumance ou d'élargir l'amplitude de leurs déplacements habituels. Ceux qui sont partis tardivement ont été confrontés à des difficultés plus grandes. Dans tous les cas de figure, les éleveurs ont subi des pertes importantes à cause de l'ampleur du déficit fourrager.

Pour faire face à la crise de 2009, les éleveurs ont adopté diverses tactiques. Dans certains cas, le départ en transhumance a été effectué prématurément par rapport aux années normales. Par ailleurs, les itinéraires ont été choisis en fonction des opportunités et la flexibilité a été érigée en règle absolue. Les amplitudes des mouvements du bétail ont été plus importantes et les troupeaux ont même été acheminés vers le Cameroun voisin. D'autres sont descendus plus au Sud pour se retrouver dans la région de Mayo Boneye. Les pasteurs Peuls qui partaient habituellement au lac Tchad ont préféré passer par le Cameroun pour profiter des bons pâturages qui y étaient disponibles, malgré les risques de tracasseries administratives. Ils n'ont pas enregistré de pertes importantes parce qu'ils ont pu accéder, contre paiement au pâturage vert disponible dans les îles au sud du lac.

Les éleveurs ont éprouvé des difficultés pour commercialiser les animaux particulièrement affaiblis par la crise, les commerçants de bétail préférant acheter des animaux en bonne santé et aptes à endurer le convoi à pied vers les marchés terminaux qui se situent la plupart du temps hors du territoire national.

Les difficultés recensées par les interlocuteurs concernent principalement :

- La faible disponibilité des céréales sur le marché ;
- La flambée des prix des céréales (le « *coro* » de mil se vendait initialement entre 400 à 450 francs CFA est 2 000, voire 2500 francs CFA ;
- L'absence d'un circuit de vente des céréales qui étaient subventionnées par l'Etat ;
- Le bradage des bovins affaiblis ;
- L'augmentation vertigineuse du prix des aliments de bétail (le prix des sacs de tourteaux est passé de 7500 francs CFA à 25 000 ou même à 30 000 francs CFA) ;
- L'afflux des populations des zones rurales démunies vers les grands centres, avec l'espoir d'y bénéficier des aides de l'Etat ou des familles mieux nanties ;
- La séparation des membres de la cellule familiale, suite à l'envoi par certains chefs de ménages de leurs enfants dans les écoles coraniques ou le confiage à des parents vivant dans les centres urbains.

La crise alimentaire et pastorale de l'année 2009/2010 a été durement ressentie par les populations de la zone qui la qualifient d'année mauvaise. En comparant la crise de 2009 aux précédentes, les interlocuteurs mettent en exergue les faits suivants. De leur point de vue, les effets négatifs de la crise de 2005 ont été plus limités. Il y a eu certes des cas de mortalité d'animaux, mais dans une proportion plus faible. Des poches de sécheresse ont été enregistrées par endroits, mais la mobilité avait permis de circonscrire les impacts négatifs de la sécheresse.

Pour ce qui concerne la crise de 1983/1984 appelée par les Arabes « *Sanna ledjho* » (année de la famine), les interlocuteurs considèrent qu'elle a été très dure. Le « *coro* » de mil initialement vendu à 400 francs CFA coûtait théoriquement 2 500 francs, mais était introuvable sur le marché. Les résidus de récolte se vendaient à un prix élevé (2 500 francs CFA pour une botte de paille de 2,5 kg et 3 000 francs CFA pour 1 kg fanes d'arachide ou de niébé).

La crise de 1973 a été baptisée « *Tché doual* » (année de sécheresse) par les éleveurs Peuls. Cette crise a déclenché un départ massif des éleveurs Peuls et Arabes de Dourbali (grand centre commercial de bétail situé à l'est de Haraze Al Biar) pour la première fois vers le Lac Tchad. Certains ont fini par s'installer à Massaguet (Chef lieu de Haraze Al Biar) afin d'être plus proches du Lac. D'autres qui sont descendus plus au Sud se sont installés dans les grandes plaines où ils ont créé des villages. Au-delà des victimes humaines et animales de la crise, la dispersion des éleveurs a déstructuré le tissu familial et induit une dispersion spatiale

exceptionnelle pour plusieurs années, les familles ayant subi des pertes trop importantes pour revenir sur leur terroir d'attache.

### 3.3. Les stratégies face à la crise à Gao

On constate que les éleveurs qui résident dans la Gourma n'ont pas toujours développé les mêmes stratégies que ceux du Haoussa pour faire face à la crise. Les éleveurs du Gourma ont combiné plusieurs tactiques et stratégies dont les plus importantes concernent :

- Le recours à la mobilité exceptionnelle et la recherche de nouvelles zones de repli ;
- La vente anticipée des animaux les plus âgées pour constituer un stock de céréales et acheter des aliments de bétail (sous-produits agro-industriels et bottes de bourgou) ;
- Le ramassage de paille pour nourrir les animaux affaiblis ainsi que les ceux qui sont trop jeunes pour effectuer des déplacements sur de longues distances ;
- La récolte des résidus culturaux (chaumes de mil et de sorgho) en vue de constituer des stocks alimentaires pour le bétail.

Les interlocuteurs rencontrés estiment qu'ils sont parvenus à tirer les enseignements majeurs des crises précédentes ; ce qui leur a permis de réajuster leurs stratégies face à la crise de 2009/2010 et d'en amoindrir les effets négatifs. De leur point de vue, l'émergence d'un mouvement associatif pastoral a contribué à renforcer les capacités des éleveurs qui ont bénéficié de formations et appris à initier des démarches collectives de prise en charge de certains défis importants qui les interpellent (approvisionnement en aliments de bétail, renforcement de la couverture sanitaire du bétail, etc.).

Dans la zone de l'Haoussa, les familles d'éleveurs ont adopté différentes stratégies, notamment :

- La vente anticipée d'une partie du cheptel pour acheter des céréales et faire face aux besoins alimentaires et sanitaires des animaux ;
- L'envoi du troupeau dans des îles où la concentration du bétail est très limitée et l'achat de quantités importantes de bottes de bourgou pour nourrir les animaux<sup>13</sup> ;

---

<sup>13</sup> Un éleveur déclare avoir vendu cinq bovins pour acheter 400 bottes de bourgou à 500 francs CFA l'unité en vue de nourrir le troupeau pendant un mois. Il a également vendu dix moutons pour acheter 300 bottes pour l'alimentation en bourgou du troupeau resté au village à partir de la mi-juin ».

- Le repli dans des zones où le troupeau n'a pas coutume de se rendre, mais qui sont pourvues de pâturages ;
- La constitution de stocks d'aliments de bétail au moment où les prix ne sont pas encore élevés sur les marchés ;
- Le développement de la culture du bourgou dans le littoral du fleuve.

Evoquant les leçons tirées par les éleveurs des crises antérieures qu'ils ont vécues, un interlocuteur déclare ceci : *« on ne peut plus faire l'élevage bovin sans prévoir des stocks de compléments alimentaires ; on ne peut plus faire l'élevage si on n'est pas capable d'apprécier à temps les conséquences qu'une sécheresse peut avoir et si on n'accepte de vendre une partie du troupeau, non seulement, pour les besoins de la famille, mais aussi pour sauver le reste des animaux ».*

### **3.4. Les stratégies face à la crise 2009 à Fada**

Elles ont été basées sur la constitution de stocks de sécurité alimentaire pour leurs familles et pour leurs animaux, ainsi que sur le recours à la mobilité pour les agropasteurs et les pasteurs ayant des effectifs élevés d'animaux. Ainsi, les éleveurs ont vendu des animaux, afin d'acheter des céréales, du fourrage, et des sous-produits agroindustriels. Les familles ont aussi collecté et stocké leurs résidus de récolte. En plus des mesures indiquées plus haut, certaines familles d'éleveurs ont procédé à la fauche et à la conservation du fourrage naturel.

Les témoignages recueillis indiquent que les familles ont été moins affectées par la crise pastorale de 2009 parce qu'elles ont réagi différemment que lors des crises précédentes. En 2005, par exemple les familles se sont moins préparées pour faire face à la crise en termes de constitution de stocks de sécurité alimentaire pour les hommes et le bétail.

### **3.5. Synthèse des expériences des pasteurs dans les quatre pays**

La prise en compte des enseignements tirés des sécheresses antérieures a permis aux familles d'éleveurs de réajuster leurs tactiques et stratégies face aux crises. Leur vigilance semble s'être accrue et s'appuie sur une amplitude d'information plus large, grâce à l'utilisation du téléphone et des véhicules pour aller repérer des sites favorables au pâturage et à l'abreuvement. Ils ont appris à partir très vite en transhumance et à procéder à des ventes anticipées d'animaux pour acheter des aliments de bétail. On constate que les éleveurs ont adopté plusieurs tactiques et stratégies non exclusives les unes des autres. Ces stratégies qui

ont été combinées de manière à accroître leurs effets et impacts sur les budgets familiaux et les troupeaux se sont traduites par :

- Le recours à des déplacements exceptionnels d'amplitudes variables (transhumance nationale et transfrontalière) ;
- La vente anticipée des animaux au moment où les prix sur les marchés sont intéressants et la vente des animaux affaiblis afin d'acheter des céréales, du fourrage (fanés) et des aliments de bétail ;
- La protection du noyau reproducteur en vue de préserver les capacités de reconstitution du cheptel ;
- La collecte et le stockage des résidus cultureux ;
- Le développement des cultures fourragères, notamment des bourgouttières ;
- La mise à profit du réseau social pour s'enquérir de la situation dans les zones d'accueil (sécurité, disponibilité des pâturages, etc.) dans un souci d'anticipation des risques, et pour négocier l'accès à l'eau dans des zones que l'on a pas l'habitude de fréquenter en saison sèche.

Ainsi, dans toutes les zones d'étude, le choix des tactiques et stratégies développées a reposé fondamentalement sur une logique de sécurisation de l'alimentation des familles et du bétail. Cette attitude a permis d'éviter que la grave crise alimentaire et pastorale de 2009 n'entraîne des conséquences catastrophiques comme cela a été le cas lors de certaines crises antérieures.

## 4. Conséquences de la crise sur les conditions de vie des familles

### 4.1. Effets induits perçus par les pasteurs à Tanout

Toutes les familles enquêtées dans le département ont enregistré des pertes allant dans certains cas jusqu'à 95% de leur troupeau. Au sein des communautés Wodaabe, près de huit familles sur dix peuvent être considérées comme hautement sinistrées et vivent dans des conditions humainement inacceptables (insalubrité, promiscuité, etc.)<sup>14</sup>. Les bras valides sont pour la plupart partis en quête d'argent dans les villes ou à l'extérieur.

La fixation même temporaire des pasteurs entraîne une modification profonde du mode vie et de l'organisation sociale fondée sur la mobilité. Ainsi, on observe dans les camps de regroupement des personnes indigentes l'effritement des relations de solidarité et la déstabilisation de structures sociales et de l'autorité des leaders traditionnels.

Par rapport aux sécheresses antérieures, la crise de 2009 a revêtu une ampleur particulière qui a remis en cause les systèmes traditionnels de solidarité entre les éleveurs. Sur un autre plan cet événement a fait apparaître des risques de développement de maladies qui n'affectaient jusqu'ici pas les éleveurs de la zone (cholera, méningite, etc.). Les enfants ont été victimes de la malnutrition suite à l'insécurité alimentaire et à un changement brusque des habitudes alimentaires consécutif à la raréfaction des produits lactés.

Les éleveurs qui sont partis dans la zone Nord ont du faire face à des graves difficultés. Ces derniers ont voulu éviter d'être confrontés au surpâturage dans les zones agropastorales du sud parce que cela avait engendré de fortes mortalités du bétail en 2005. Mais, la décision de se replier dans la zone Nord n'a pas permis de mettre les éleveurs à l'abri des difficultés, à cause de plusieurs facteurs :

- L'épuisement des animaux par la marche forcée sur de longues distances dans des zones dépourvues de pâturages ou de points d'eau ;

---

<sup>14</sup>Ces groupes se trouvent actuellement dans des camps de réfugiés à Tanout ville, à Djeptoji et Eliko qui abritent plus de 7 000 personnes,



- L'ensoleillement et les fortes chaleurs ont d'autant plus affecté les animaux qu'ils ne pouvaient pas se réfugier à l'ombre des arbres ;
- La durée très longue de la saison sèche en zone pastorale et l'impossibilité pour les troupeaux de descendre au sud pour rejoindre le front des pluies de la saison 2010 ;
- L'éloignement des marchés en zone pastorale qui n'a pas permis de vendre les animaux les plus affaiblis et sur lesquels les prix des céréales se sont envolés.

Des informations relayées par les acteurs institutionnels et les éleveurs ont annoncé que les pâturages et l'eau étaient disponibles dans la zone Nord. Par conséquent, il y a eu un afflux important d'animaux qui a provoqué très vite une pénurie des pâturages et des ressources en eau. Les premières pluies de juillet 2010 ont eu des conséquences d'autant plus préjudiciables qu'il s'agissait de très fortes précipitations. Extrêmement éprouvés par une longue saison sèche, les animaux qui redescendaient vers le Sud ont été décimés. On a enregistré des pertes allant de 80 à 100% de l'effectif du cheptel ; ce qui contraint la plupart des pasteurs à s'installer dans des camps de regroupement des personnes indigentes aux abords des villes.

En revanche, les éleveurs qui se sont retrouvés dans les zones de repli ou dans la zone agropastorale du Sud ont bénéficié de conditions plus favorables, notamment :

- L'accès aux intrants ;
- L'accès aux marchés, même si les termes de l'échange étaient défavorables ;
- La possibilité de faire des ventes anticipées d'animaux en vue de préserver le noyau reproducteur ;

Ces éleveurs ont subi des pertes d'environ 50 % de l'effectif de leur cheptel.

Les éleveurs qui se sont déplacés vers les zones transfrontalières, notamment le Nigeria et le Bénin, ont eux aussi bénéficié de circonstances favorables liées à :

- La disponibilité du fourrage et de l'eau durant la période de soudure ;
- L'accès aux marchés et la vente des animaux à des prix rémunérateurs.

Toutefois, ils ont connu quelques difficultés lors des déplacements (insécurité, paiement de taxes illégales, maladies de certains animaux qui n'avaient pas été vaccinés). Les transhumants transfrontaliers ont connu des pertes plus réduites, de l'ordre de 40% de l'effectif du cheptel.

## 4.2. Effets induits par la crise vus par les pasteurs à Haraze Al Biar

La crise de 2009 a entraîné parfois la séparation des membres de la cellule familiale. Certains chefs de ménages ont déserté leurs foyers en abandonnant les femmes et les enfants qu'ils ne sont plus en mesure de prendre en charge. D'autres ont choisi d'envoyer leur progéniture dans les centres urbains sous prétexte de leur permettre de fréquenter l'école ou les madersa. L'exode en ville a permis à certaines familles de s'adonner à des activités génératrices de revenus.

La réduction de l'effectif des troupeaux a induit une reconversion dans l'agriculture pour valoriser le surplus de la main d'œuvre de la famille. Cette reconversion répond au souci non seulement de sécuriser le vivier, mais aussi d'acquérir des droits fonciers.

Les animaux portent encore les séquelles de la sécheresse de 2009; ce qui se traduit par la baisse de la production laitière et la raréfaction des gestations, les vaches notamment passant d'une mise bas chaque année à une mise bas tous les deux ou trois ans suivant leur degré d'épuisement et leur capacité à récupérer.

La crise a entraîné une détérioration des termes de l'échange bétail contre céréales. Le prix des animaux a beaucoup baissé, surtout ceux qui étaient en mauvais état d'embonpoint. Certains bovins faméliques ont été vendus à des prix dérisoires aux bouchers locaux (entre 1 000 et 5 000 francs CFA). Les informations relatives aux prix des céréales dans les zones du Kanem, du Bahr El Gazal, du Batha, du Guéra, du Lac Tchad et de Hadjer Lamis montrent que les cours pratiqués ont augmenté en mars 2010 par rapport à mars 2009. Dans le même temps, les prix des moutons et de boucs ont chuté dans ces zones.

Du fait de la baisse des récoltes de la campagne 2009, les spéculations sur la vente des céréales se sont multipliées. Ainsi, un sac de sorgho de 100 kg est échangé contre plusieurs têtes de bétail, alors qu'en temps normal, la vente d'un bovin ou d'un dromadaire couvre le besoin de la famille pendant plusieurs mois.

Pour faire face aux crises devenues plus fréquentes, les familles d'éleveurs privilégient la diversification des espèces animales. Cette stratégie permet de faire face aussi bien aux dépenses quotidiennes qu'aux charges exceptionnelles. L'adoption d'espèces rustiques à savoir les petits ruminants qui supportent plus facilement les conditions difficiles et les dromadaires qui exploitent le pâturage aérien est une stratégie pour anticiper les effets néfastes des sécheresses.

La crise de 2009 a été ressentie durement par le bétail et par les familles. Les pasteurs qui ont conservé leur amplitude et période habituelles de déplacement ont subi de lourdes pertes et ceux qui se sont adaptés par la flexibilité s'en sont mieux sortis. L'anticipation a été une

tactique heureuse qui a permis aux éleveurs partis en transhumance très tôt d'enregistrer moins de pertes.

### **4.3. Effets induits par la crise vus par les pasteurs à Gao**

Dans le Gourma, la crise de 2009/2010 a engendré des effets néfastes sur les conditions de vie des familles et sur l'activité d'élevage. Plusieurs familles ont été amenées à se scinder en vue de permettre aux bras valides d'aller en exode dans les régions du Sud du pays ou les pays voisins (Burkina Faso, Niger, Nigeria et Côte d'Ivoire). En ce qui concerne le bétail, des mortalités ont été provoquées par la pénurie de pâturage, l'insuffisance des aliments et la consommation de cadavres d'animaux. Le pouvoir d'achat des éleveurs a connu une forte baisse consécutive à l'augmentation progressive du prix des céréales, alors que dans le même temps celui des animaux a connu une baisse constante jusqu'à l'arrivée de la saison pluvieuse 2010.

Toutefois, les pertes subies en 2009/2010 ont été moins élevées que lors des crises antérieures (2005, 1984 et 1973) parce que les éleveurs ont mis en œuvre des stratégies plus efficaces pour sauver leur bétail. Il faut ajouter que lors des crises précédentes, les éleveurs ne disposaient pas véritablement de solutions alternatives et l'offre de céréales était faible sur les marchés.

Dans la zone du Haoussa, le facteur qui a le plus affecté les conditions de vie des familles est la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales. Alors qu'une brebis adulte était vendue à 20 000 francs CFA et une chèvre à 7 500 francs CFA, le prix du kg de riz était fixé à 310 francs CFA.

### **4.4. Effets induits par la crise vus par les pasteurs à Fada**

La crise pastorale de 2009 a eu des conséquences importantes sur les conditions de vie des éleveurs et sur l'activité pastorale. Sur les plans alimentaire et nutritionnel, les familles d'éleveurs ont beaucoup souffert, à cause de la flambée du prix des céréales qui constituent la base de leur alimentation<sup>15</sup>. Dans le même temps, le prix de vente des animaux a subi une chute vertigineuse. Par exemple des bovins d'une valeur allant de 150.000 francs CFA à 200.000 francs CFA en année normale ont été vendus entre 50.000 francs CFA et 80.000 francs CFA.

---

<sup>15</sup> *Durant cette période, le prix du sac de 100 kg de mil a atteint 35.000 francs CFA, celui du sorgho blanc 27.500 francs CFA et celui du maïs 22.500 francs CFA.*

La crise a occasionné des flux importants de transhumance, une mortalité élevée, surtout chez les bovins (atteignant 40%) et un taux de déstockage important. Des mortalités ont été plus élevées au niveau des petits ruminants à cause de la pénurie d'eau et des intoxications alimentaires (fourrage toxique). Les taux de déstockage sont compris entre 3,2% et 20%. Il faut relever que dans certains cas, l'effet cumulé du déstockage et de la mortalité a entraîné une réduction de plus de la moitié de l'effectif du cheptel bovin.

Comparativement aux crises précédentes, celle de 2009/2010 a eu des conséquences négatives plus limitées. Son impact a été réduit grâce à une bonne stratégie d'anticipation des éleveurs, mais aussi parce que l'ampleur de la crise n'était pas très grande.

#### **4.5. Conséquences de la crise : synthèse des quatre pays**

Dans les différentes zones d'étude, les familles d'éleveurs interviewées ont été confrontées pendant la crise de 2009 à une série de difficultés communes ayant trait notamment à :

- La baisse drastique du pouvoir d'achat des éleveurs consécutive à la détérioration des termes de l'échange bétail contre céréales ;
- Les fortes mortalités d'animaux ;
- La faiblesse des moyens permettant de reconstituer les économies après la crise.

L'ampleur des conséquences de la crise pastorale a été fonction de la zone d'accueil des éleveurs transhumants. L'appréciation de la situation qui prévalait dans ces zones par les éleveurs transhumants a été déterminante dans le choix de leurs tactiques et stratégies de résistance à la sécheresse.

La détérioration des termes de l'échange bétail contre céréales a constitué un facteur aggravant majeur. Dans la région de Fada, durant la crise, le prix des céréales a fortement augmenté : 35 000 francs CFA pour un sac de 100 kg de mil, 27.500 francs pour un sac de sorgho blanc et 22.500 francs pour un sac de maïs. Dans le même temps, les prix de vente des animaux enregistraient une chute vertigineuse (ces prix ont été à certains moments divisés par plus de trois). Des phénomènes similaires ont été observés dans la zone de Gao.

Globalement, la crise pastorale de 2009/2010 a entraîné dans les différents sites retenus une forte décapitalisation du bétail, à la suite des mortalités enregistrées, mais aussi de la vente massive des animaux. Alors que les pertes enregistrées ont été relativement limitées à Fada, en revanche elles ont été particulièrement élevées à Tanout, atteignant, dans certains cas, 80 à 100% des effectifs animaux. Dans la zone de Haraze Al Biar, les pasteurs ont bradé leurs bovins faméliques à des prix dérisoires (entre 1 000 et 5 000 francs cfa). Certaines familles

interviewées dans la région de Gao déclarent avoir perdu près de 40% de l'effectif des bovins et 30% de celui des petits ruminants.

## 5. Appuis promis... soutien effectif...

Les Dispositifs en place dans les quatre pays concernés par l'étude ont procédé à l'évaluation des besoins des populations affectées par la crise, avant de mettre en œuvre des programmes d'urgence. Ces interventions qui ciblaient l'ensemble de la population ont été structurées autour d'un certain nombre d'actions telles que : (i) la distribution gratuite de vivres à certaines catégories et couches sociales vulnérables ; (ii) l'assistance alimentaire sous forme de « *food for work* » et de « *cash for work* » ; (iii) la vente de céréales à prix modéré ; (iv) le renforcement des banques céréalières ; et (v) la fourniture de semences et de petits équipements agricoles. En ce qui concerne plus spécifiquement les actions menées en direction des éleveurs, elles ont porté d'une part sur la fourniture d'aliments de bétail et de produits vétérinaires et, d'autre part sur l'appui au déstockage des animaux.

### 5.1. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Tanout

Selon l'administration locale et le niveau national, un recensement est en cours par la FAO pour estimer la mortalité due à la sécheresse et aux inondations. Il est prévu de fournir un appui en matière de recapitalisation du bétail sur la base des résultats de ce recensement. Le défi sera de cibler les familles réellement sinistrées et de faire en sorte que l'aide leur parvienne effectivement. Dans la commune de Tanout, les appuis ont été fournis par deux structures. OXFAM, à travers AREN, a distribué 75 tonnes de mil et 127,5 tonnes de son blé. Pour sa part le Croissant Rouge du Qatar a mis à disposition 293 tonnes de vivres au profit de 2930 ménages d'éleveurs. Ces appuis sont jugés insuffisants par rapport aux besoins. Par exemple, le seul camp d'Eliki Campama regroupe plus de 2 000 ménages sinistrés. Les interlocuteurs déclarent avoir été exclus de l'accès à certains appuis particulièrement appréciés comme le « *cash for work* ».

## 5.2. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Haraze Al Biar

Tous les éleveurs ont entendu qu'une aide en aliments de bétail allait être octroyée aux populations victimes de la crise. En réalité, seules quelques rares personnes en ont bénéficié. Les quantités reçues sont jugées insignifiantes par rapport aux besoins des familles dans la mesure où elles n'ont pas excédé deux à cinq « *coros* » par éleveur. Les transhumants ont appris que des aides ont été apportées dans leurs zones de repli, mais ils déclarent n'en avoir pas bénéficié. Un seul groupe appartenant à la communauté Kréda a reçu une aide obtenue grâce aux agents de l'élevage qui ont été les trouver dans leurs ferrick (campements).

Le ciblage des bénéficiaires des aides d'urgence s'est basé sur un recensement conduit par les services techniques déconcentrés. Ce ciblage a accordé la priorité aux personnes âgées, aux familles pauvres, aux femmes allaitantes et aux enfants malnutris de 0 à 5 ans.

Le ciblage du bétail a porté principalement sur les veaux malnutris, les animaux malades et cachectiques. Un projet pilote de complémentation de 3 250 animaux pour une durée de 30 jours a été mis en œuvre au niveau de trois centres dans la région de Hadjer Lamis par la FAO.

Les aides d'urgence apportées aux populations cibles ont concerné principalement :

- La fourniture de semences des céréales ;
- La distribution de vivres (céréales, farine de blé, d'huile et sucre) ;
- La fourniture des aliments de bétail (tourteau de coton, graines de coton, son de blé et fanes d'arachide) ;
- La mise à disposition d'équipements agricoles et d'intrants vétérinaires.

## 5.3. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Gao

Dès que le diagnostic de la crise de 2009/2010 a été fait dans la région, une commission de gestion et de suivi de la crise a été mise en place sous l'égide des autorités régionales. Cette commission a effectué des missions d'un échantillon de sites par commune en vue d'évaluer de la situation de l'élevage.

Dans le Gourma, les éleveurs rencontrés déclarent avoir entendu dire qu'une assistance alimentaire serait fournie à la population. Mais, ils n'ont pas reçu d'informations sur les bénéficiaires, ni sur les conditions d'éligibilité à ces aides. « *On a simplement entendu dire qu'il y aura des aides en céréales et en aliment de bétail pour les populations victimes de la*

*crise* ». Au moment de la distribution des aides, les agents ont déclaré que la priorité serait accordée aux personnes âgées responsables de ménages, ainsi qu'aux femmes sans ressources et ayant des enfants en charge. De l'avis de plusieurs pasteurs transhumants, les aides ont été fournies tardivement (en avril pour certains et en juin/juillet pour d'autres).

Pour l'essentiel, les appuis ont été fournis par l'ONG internationale Oxfam GB par le biais de l'ONG locale Tassaght. Les stocks d'aliments de bétail entreposés dans les magasins des communautés étaient vendus à prix subventionné, mais chaque bénéficiaire ne pouvait acheter qu'une quantité limitée. En ce qui concerne le mil, chaque famille ne pouvait acheter que 50 kg. L'impact de ces appuis est d'autant plus limité, qu'il s'agit d'opérations ponctuelles.

Dans la zone de l'Haoussa, le déficit de communication entre les intervenants extérieurs et les éleveurs a fait que seule une minorité de pasteurs a bénéficié des appuis fournis par l'Etat et l'ONG internationale Oxfam GB (via l'ONG locale Tassaght). Au moment de la fourniture des aides, les pasteurs se trouvaient loin de leurs terroirs d'attache ; ce qui fait qu'ils n'ont pu accéder aux informations et ont été exclus des distributions. Un interlocuteur déclare : *« j'ai appris que ma commune a eu des aides en céréales et en aliment bétail, mais les gens de la commune n'ont rien fait pour nous en informer »*.

#### **5.4. Interventions de soutien aux éleveurs dans la zone de Fada**

En fin février 2010, le Ministre des Ressources Animales a effectué une visite de terrain dans la région de l'Est. Au cours de cette visite, il a annoncé que le Gouvernement allait apporter un soutien aux communautés locales en matière de vente de céréales à prix modéré pour l'alimentation humaine et d'aliment de bétail à prix subventionné. Déjà en décembre 2009, le service chargé de l'élevage avait lui aussi annoncé l'appui en aliments de bétail. Cependant, ces annonces ne semblent pas avoir été relayées correctement auprès des éleveurs. En effet, seuls trois témoignages sur la dizaine recueillie ont mentionné l'existence de cette information. En ce qui concerne les céréales vendues à prix modéré, elles ne sont arrivées dans la zone que courant juillet-août 2010. Cet appui gouvernemental a ciblé l'ensemble des communautés locales. Les quantités cédées aux familles étaient fonction de leur taille. L'appui en aliment de bétail n'est arrivé qu'en août 2010 une fois les nouvelles pluies bien installées. Il était destiné à tous les éleveurs. Le sac de 50 kg était vendu entre 3.500 et 4.500 francs CFA, en fonction de sa provenance. L'appui en céréales du Gouvernement a concerné juste la période de soudure de juillet tandis que certains magasins disposent toujours d'aliments de bétail en vente.

### **5.5. Dans les quatre pays : un soutien tardif et largement insuffisant**

Dans les zones d'étude du Mali, du Niger et du Tchad, les appréciations portées sur les appuis extérieurs sont très critiques. Les interlocuteurs déplorent le retard dans la fourniture des appuis ciblant les familles d'éleveurs, notamment pour ce qui concerne les aliments de bétail. Ils mettent aussi l'accent sur le fait que les quantités fournies ont été dérisoires, tant en ce qui concerne les céréales que les sous-produits agroindustriels.

Par ailleurs les familles enquêtées se disent exclues de l'accès aux appuis susceptibles d'avoir un impact significatif sur les conditions de vie des ménages (« *cash for work* »). A Gao, au moment de la fourniture des aides, les pasteurs étaient absents de leurs terroirs d'attache et aucune disposition n'a été prise pour les contacter. Les témoignages recueillis au Burkina font état d'une situation qualitativement différente. Les interlocuteurs soulignent que l'aliment bétail a été rendu disponible en quantité et vendu à un prix subventionné mais souvent bien tardivement plus de six mois après que la crise se soit manifestée.



## 6. Regard des autres acteurs sur le dispositif de prévention et de gestion de la crise<sup>16</sup>

### 6.1. Diagnostic fait à temps, mais retard conséquent dans l'action

Dans l'ensemble des pays sahéliens, le système d'élevage pastoral reste le parent pauvre des Dispositifs de prévention et de gestion des crises. Ce constat avait déjà été fait lors de la crise alimentaire de 2005 qui a révélé plusieurs faiblesses au niveau du Dispositif mis en place au Niger (absence d'indicateurs de vulnérabilité pastorale, déficit de stratégie cohérente de ciblage des éleveurs, etc.). Les critiques qui avaient été formulées à l'époque étaient censées favoriser une meilleure prise en compte des difficultés rencontrées par les pasteurs et les agropasteurs en période de crise, d'autant plus que l'estimation prévisionnelle faite en décembre 2009 a mis l'accent sur la nécessité d'atténuer les risques les plus élevés qui concernaient en premier lieu les zones pastorales où l'on a enregistré un déficit fourrager au cours de deux années successives, avec un niveau record de pénurie de biomasse herbacée en 2009.

De l'avis des responsables du Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires, le Système d'Alerte Précoce (SAP) a effectué une enquête de vulnérabilité sur l'ensemble du territoire nigérien dès la fin de l'hivernage de 2009. Cette enquête a fait ressortir que 7,7 millions de personnes (y compris des pasteurs et agropasteurs) se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire et qu'en outre le fourrage disponible ne pouvait couvrir que 33% des besoins du cheptel. Sur la base de ces résultats, des recommandations ont été formulées pour la mise en œuvre d'un plan de soutien intégrant des opérations de « *cash for work* ») et la fourniture des aliments de bétail.

Si le diagnostic de la crise a été fait dès le mois de novembre 2009, en revanche aucune action significative n'a été entreprise de façon immédiate. Cette situation s'explique par deux raisons majeures : (i) la réticence des principaux bailleurs de fonds traditionnels à mettre des ressources financières à la disposition des autorités politiques compte tenu du climat

---

<sup>16</sup> L'enquête auprès des acteurs clefs du Dispositif n'a pas été réalisée au Mali.

politique délétère qui prévalait à l'époque<sup>17</sup> ; et (ii) l'accaparement des esprits par le conflit politique entre le Parti au pouvoir et l'opposition au sujet de la prolongation du mandat présidentiel. Après le coup d'Etat qui est intervenu en février 2010, les autorités de la transition n'ont pas exécuté de façon diligente un programme d'actions pour atténuer la crise. Il a fallu attendre la médiatisation de l'hécatombe survenue à Gadabeggi (département de Dakoro) où une forte pluie a entraîné la mort de plusieurs centaines de bovins pour que les pouvoirs publics réagissent, à partir de juin 2010<sup>18</sup>. Le Gouvernement a mobilisé auprès de la FAO un stock de 16 000 tonnes d'aliments de bétail qui ont été distribués en juin 2010. D'autres bailleurs de fond ont apporté une assistance à travers des associations locales (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger et ONG TRIMIDIA), sans passer par le Dispositif national. Ces actions de distributions gratuites et de vente des aliments de bétail à prix modérés ont contribué à atténuer les effets de la crise.

Il faut souligner que le retard de plus de six mois entre le moment où la crise a été diagnostiquée et celui où des actions d'atténuation ont été entreprises n'est pas imputable uniquement aux vicissitudes de la vie politique nigérienne. En effet, la méconnaissance du monde pastoral par les acteurs clefs du Dispositif génère aussi des préjugés qui sont lourds de menaces dans la mesure où ils conduisent à adopter des attitudes différentes, mais qui sont toutes préjudiciables pour les éleveurs.

Certains acteurs sont réticents à intervenir en milieu pastoral parce qu'ils pensent que cela suppose des actions trop complexes à mettre en œuvre. De leur point de vue, dans le cas de figure où le Dispositif serait contraint d'intervenir « *l'aide d'urgence devrait alors privilégier l'éleveur plutôt que ses animaux* ». D'autres responsables du Dispositif estiment qu'une intervention en milieu pastoral n'est pas nécessaire parce que soit l'éleveur appartient aux couches sociales privilégiées – « *celui qui possède 200 bovins, s'il en perd la moitié à cause de la crise, il lui en restera malgré tout 100 têtes* », soit il est un berger salarié et « *gère des animaux appartenant à de riches commerçants citadins qui ont les moyens d'acheter des aliments de bétail* ».

## 6.2. Difficulté de ciblage des éleveurs pour répondre à leurs besoins

Au Burkina Faso, la crise pastorale de 2009/2010 a été diagnostiquée grâce aux rapports du Groupe Travail Pluridisciplinaire qui a assuré le suivi de la campagne agropastorale et aux informations fournies par le Système d'Alerte Précoce. En plus, il y a eu les rapports des responsables du Dispositif au niveau décentralisé, notamment les préfets qui élaborent des

<sup>17</sup> Le Gouvernement a initié une dizaine de requêtes qui ont été transmises aux pays arabes, à l'Iran et à la Chine. Il avait été également prévu que le programme spécial du Président de la République mobilise des ressources financières à hauteur de 4 milliards de francs pour aider les éleveurs les plus durement affectés par la crise.

<sup>18</sup> Au début de l'hivernage de 2010, des pluies diluviennes enregistrées dans certaines zones (Moa, nord de Douthi et de Mirriah, Tanout et Dakoro) ont engendrées des conséquences catastrophiques. C'est ainsi qu'à Dakoro, plus de 100 000 animaux (toutes espèces confondues) ont été décimés à la suite d'une pluie orageuse.

rapports trimestriels sur la base des informations portant sur les prix des denrées alimentaires et l'état des stocks disponibles. En avril 2010, les autorités nationales ont pris conscience du fait qu'une crise alimentaire se déroulait dans la région de Fada. Elles ont mis en route le dispositif de réponse à la crise. Les premiers stocks de vivres (mil, sorgho et maïs) ont été réceptionnés en mai 2010 par les différents départements de la région. La quantité des stocks fournis a été fonction de la population de chaque département et de l'évaluation de l'ampleur de la crise alimentaire.

Le déficit pluviométrique enregistré en 2009 a également engendré une pénurie de pâturage dans la région de Fada et dans celle du Sahel bukinabè. Cette situation a entraîné l'arrivée prématurée de troupeaux transhumants en septembre/octobre 2009 dans la région. La crise pastorale s'est également traduite par une augmentation sensible du prix de l'aliment bétail. Ainsi, une botte d'environ 10 kg de foin se vendait entre 500 et 750 francs CFA, au lieu de 250 à 300 francs CFA en année normale. Les services techniques de l'élevage ont été informés de l'aggravation des conflits liés à l'exploitation des résidus culturaux<sup>19</sup>. Malgré toutes ces difficultés rencontrées par les éleveurs, aucune mesure spécifique de soutien n'a été mise en œuvre en leur faveur pendant la période critique de la crise.

Cela signifie clairement que les actions menées par le Dispositif n'ont pas pris en compte de façon diligente les besoins spécifiques des pasteurs. De plus, aucun mécanisme n'a été mis en place pour faciliter l'accès de ces derniers aux appuis ciblant l'ensemble de la population. Les pasteurs transhumants rencontrés lors de l'enquête ont déclaré que le choix des périodes de distribution des vivres n'a pas tenu compte du calendrier de leurs déplacements. Par ailleurs, le délai d'attente pour disposer d'un sac de 100 kg de céréales était très long et cela ne les a pas incités à prendre part aux opérations d'achat. On retiendra que la vente des céréales à prix modéré a eu un effet positif sur les conditions de vie d'une partie de la population de la région dans la mesure où elle a créé les conditions d'accessibilité des denrées alimentaires de première nécessité. Mais, l'impact de cet appui a été amoindri par l'absence de stratégie de ciblage des éleveurs et de mécanisme visant à faciliter leur accès aux céréales.

En février 2010, lors d'une visite qu'il a effectué dans la région de Fada, le Ministre des Ressources Animales a annoncé que le Gouvernement apporterait un soutien aux communautés locales, à travers la mise à disposition de stocks de céréales et d'aliments de bétail. L'appui en aliments de bétail n'a été effectif dans la région de Fada qu'en juillet/août 2010 au moment où la campagne hivernale était déjà installée avec un niveau appréciable de reconstitution des pâturages. Il faut ajouter que l'information ne semble pas avoir été bien relayée auprès des éleveurs puisque sur les dix interlocuteurs rencontrés seuls trois ont entendu parler de cet appui.

---

<sup>19</sup> Le chef de la zone d'appui technique de l'élevage de Fada déclare avoir été interpellé pour douze constats de conflits au cours du seul mois d'octobre 2009, alors qu'en année normale des conflits de ce genre éclatent rarement dans la région.

Au total, 1 075 tonnes d'aliments de bétail ont été mises à la disposition des éleveurs de la région à des prix subventionnés. Des stocks ont été constitués dans les magasins des postes vétérinaires sous la responsabilité des chefs de zone. Les éleveurs se sont approvisionnés individuellement ou par le biais des groupements et des unités de production (laiteries). Un système de cautionnement des éleveurs par les agents du service de l'élevage a été mis en place dans le but de faire face aux tentatives de fraude. L'opération de vente des aliments de bétail a concerné 129 éleveurs individuels, 7 groupements d'éleveurs et 2 unités de production laitière (laiterie de Fada et Grande laiterie). Si l'on tient compte du fait que la région compte plus de 120 000 familles d'éleveurs, on peut en déduire que l'appui en aliments de bétail n'a pas suscité un grand intérêt<sup>20</sup>.

Par ailleurs les éleveurs ont bénéficié d'autres interventions post-crise qui ont été conduites principalement par la FAO, le Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA), grâce à un appui financier de l'Union Européenne et l'Association pour la Promotion Rurale au Gourma en partenariat avec l'Association Française pour le Développement International. L'appui de la FAO a ciblé 750 ménages vulnérables pour leur permettre de redémarrer une activité d'élevage de petits ruminants (ovins et caprins) et de porcins<sup>21</sup>. Le RECOPA, grâce au soutien du Projet d'Appui à la Productivité de l'Elevage (PAPE) a aménagé un magasin de stockage dans chacune des cinq provinces de la région. D'autres activités de soutien aux éleveurs sont prévues dans le cadre du PAPE. Globalement, ces différents appuis sont jugés insuffisants au regard de l'ampleur des besoins des communautés pastorales et agropastorales. Ces dernières considèrent que l'accent devrait être mis sur des réponses structurelles permettant de renforcer leurs capacités d'adaptation aux crises pastorales à venir.

Au Tchad, les membres du Dispositif ont effectué des missions de terrain pour faire l'état des lieux (juin 2009) et évaluer l'ampleur de la crise (octobre 2009). Une mission regroupant des institutions nationales et des agences de coopération s'est déroulée en février 2010, avec pour objectifs d'évaluer les situations de vulnérabilité, d'identifier les zones à risques et de déterminer les besoins d'assistance à court et moyen termes. Cette mission a préconisé :

- La fourniture immédiate aux populations en difficultés d'une assistance sous différentes formes (« *vivres contre travail* », « *argent contre travail* ») et de suppléments alimentaires pour les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes ;
- L'exécution d'activités orientées vers la prise en charge du cheptel (fourniture d'aliments de bétail et de produits vétérinaires) ;

<sup>20</sup> Selon les données statistiques disponibles, la région comptait 120 971 familles d'éleveurs en 2004 ([www.insd.bf/IMG/pdf/Depliant\\_Statistique\\_region\\_Est.pdf](http://www.insd.bf/IMG/pdf/Depliant_Statistique_region_Est.pdf)).

<sup>21</sup> En plus, la FAO a fourni des aliments de bétail à 400 éleveurs qui ont été également formés et équipés en matériel pour la fauche et la conservation du fourrage.

- L'appui à l'amélioration de la production agricole, à travers la fourniture de semences pour la campagne agricole à venir et l'aménagement de micro-barrages de retenue d'eau.

Les pasteurs interviewés dans la région de Hajer Lamis affirment avoir entendu parler de l'assistance, mais sans en avoir bénéficié. Ils déplorent le fait qu'aucune disposition n'ait été prise pour assurer la représentation des communautés pastorales lors de la distribution des aides. Les agropasteurs qui ont bénéficié d'une aide d'urgence considèrent que la quantité d'aliment reçue n'était que symbolique dans la mesure où elle ne permettait même pas de compléter un seul animal durant une semaine. Les données statistiques fournies par les services techniques montrent que les appuis en matière d'aliments de bétail n'ont concerné que 8 477 bovins sur un effectif total de 552 000 bovins victimes de la pénurie de fourrage. Par ailleurs, les éleveurs déplorent la concentration des appuis sur des actions d'urgence qui sont certes nécessaires, mais insuffisantes dans la mesure où leur impact n'est pas durable.

### **6.3. Décalage entre volume des appuis fournis et ampleur des besoins identifiés**

L'examen de la répartition des appuis entre les différents groupes d'acteurs sociaux révèle que les communautés pastorales sont réduites à la portion congrue. C'est ainsi par exemple qu'au Niger, le budget alloué par le Dispositif à l'achat d'aliments de bétail n'a représenté que 2,5% du financement mobilisé dans le cadre de la réponse à la crise. De même, on constate que les appuis apportés dans la zone d'étude au Tchad n'ont couvert qu'une très faible partie des besoins alimentaire du cheptel dans la mesure où ils ont touché seulement 1,54% des effectifs animaux.

### **6.4. Inadéquation entre nature des appuis et exigence d'atténuation durable de la vulnérabilité**

Les appuis apportés par les Dispositifs ont été davantage ciblés sur l'urgence que sur la sécurisation des économies des ménages pastoraux affectés par la crise. Dans les quatre pays concernés par l'étude, la priorité a été accordée à la mise à disposition des aliments de bétail et au déstockage des animaux. A l'exception du Burkina Faso, les autres pays n'ont pas accordé d'attention aux activités d'appui à la reconstitution du cheptel qui constituent pourtant un levier essentiel permettant de relancer l'économie domestique et surtout d'offrir aux ménages pastoraux qui ont basculé dans la précarité la possibilité de reprendre l'activité d'élevage. Il convient de souligner à ce sujet que les enjeux majeurs de la sécurisation des économies des ménages pastoraux se structurent autour de plusieurs axes dont les plus

importants portent sur : (i) la réhabilitation du potentiel productif/troupeau ; et (ii) la sécurisation des économies domestiques.

Dans ce cadre, les interventions du Dispositif devraient privilégier trois grandes lignes d'action :

- Le renforcement des capacités des ménages pastoraux à prévenir et à faire face aux crises, grâce à mise en œuvre d'activités appropriées (soutien aux stratégies d'approvisionnement céréalier, facilitation de l'accès au crédit, mise en place de systèmes communautaires d'alerte précoce, etc.) ;
- L'amélioration des techniques et pratiques d'élevage, grâce à la réalisation d'activités de redistribution du cheptel, de protection sanitaire des animaux et de mutualisation de la santé animale ;
- La mise en œuvre d'appuis permettant d'agir sur les causes structurelles de la vulnérabilité pastorale qui sont liées notamment à la multiplication des écueils à la mobilité pastorale et à la remise en cause des usages pastoraux de ressources stratégiques).

## **7. Anticiper les prochaines crises et rendre plus utiles les prochaines interventions : propositions des pasteurs**

### **7.1. Les appuis structurels perçus comme indispensables en période de crise**

Les propositions formulées par les éleveurs qui ont été interviewés mettent l'accent sur deux exigences majeures qui portent sur la prévention des crises et le soutien aux ménages pastoraux les plus vulnérables en période de crise. En matière de prévention des crises, les éleveurs insistent sur trois grands types d'appuis structurels qui sont susceptibles de réduire leur vulnérabilité et de limiter les effets néfastes des prochaines crises :

- La sécurisation de la mobilité pastorale par la réalisation de points d'eau le long des axes de transhumance, l'aménagement des espaces pastoraux et la délimitation des pistes à bétail et des couloirs de transhumance pour permettre au bétail de se rendre là où il y a les pâturages ;
- La mise en place de filières d'approvisionnement permanent en aliments du bétail à prix subventionné et la construction de magasins de stockage sur des sites stratégiques. Cet accès aux aliments du bétail n'est pas seulement une nécessité en période de crise, mais aussi de manière chronique pendant les périodes de soudure, en année normale. C'est par une meilleure ;
- alimentation du bétail en saison sèche, même en dehors des crises, que les animaux peuvent récupérer plus vite ; ce qui permet de prévenir les crises à venir et de surmonter celles qui sont passées ;
- La facilitation de la transhumance transfrontalière par la concertation entre les pays de départ et ceux d'accueil.

Pour que ces trois grands types d'appuis structurels puissent générer un impact significatif, les interventions devraient être décentralisées et prises en charge par les organisations de

base des éleveurs. Il faudrait également favoriser une synergie d'action entre l'Etat, les ONG et les bailleurs de fonds.

En ce qui concerne le soutien aux ménages pastoraux vulnérables en période de crise, les éleveurs estiment que les appuis devraient porter principalement sur la distribution de vivres, la redistribution sociale du cheptel et le développement des activités génératrices de revenus. De leur point de vue, la mise en œuvre de programmes de reconstitution de cheptel après les crises pastorales est un levier essentiel qui permet aux pasteurs naufragés de revenir plus rapidement à l'économie pastorale.

## **7.2. Une politique de lutte contre la vulnérabilité de l'élevage vue par les pasteurs qui ont vécu la crise de 2009**

### **7.2.1. Lever les obstacles structurels qui renforcent la vulnérabilité de l'élevage pastoral**

Les interlocuteurs estiment que dans la mesure où il n'est pas possible d'agir sur le risque climatique, les interventions doivent s'attacher à lever les deux contraintes structurelles majeures que sont :

- Les obstacles qui limitent les capacités des éleveurs à se déplacer pour accéder aux ressources là où elles sont disponibles au bon moment ;
- Les difficultés qui limitent l'accès à des aliments de bétail permettant de réduire les pertes en période de crise et de récupérer plus vite des crises passées.

### **7.2.2. Agir sur les causes plus conjoncturelles pour disposer d'une meilleure appréciation de la configuration des crises quand il est encore temps pour agir**

La volonté d'agir de façon efficace sur les causes conjoncturelles de la crise pastorale impose d'entreprendre plusieurs séries d'actions visant à :

- Rendre disponibles, accessibles et exploitables par les éleveurs les informations produites par le Système d'Alerte Précoce (SAP) et favoriser l'intégration de paramètres spécifiques au pastoralisme dans le dispositif du SAP ;
- Réviser les méthodes d'évaluation des besoins fourragers par les services techniques pour prendre en compte les exigences en matière d'alimentation du bétail au moment du retour et/ou de la redescente des animaux partis en transhumance.



### **7.2.3. Agir sur les causes politiques de la vulnérabilité pastorale**

---

Pour atténuer la vulnérabilité pastorale, l'accent doit être mis sur trois grandes lignes d'action au niveau des politiques sous régionales :

- Intégrer dans les différents plans de contingence le risque lié à l'instabilité politique des Etats ;
- Promouvoir une meilleure cohérence et coordination entre les interventions des bailleurs de fonds, des Gouvernements et des organisations de la société civile ;
- Mettre en place un fonds de solidarité sous-régionale facilement mobilisable et permettant de mener des interventions rapides.